

Colloque International à Rabat (Maroc)

L'ÉLITE DES POLITIQUES AU MAGHREB. POUR UNE AUTRE SOCIOLOGIE DE L'ACTION PUBLIQUE.

Organisé par l'Association marocaine de science politique, Science Po de Rabat
(Université internationale de Rabat),

Des gardiens de l'État à l'élite des politiques.

Une sociologie historique comparée des rapports Élite(s) et État(s)

par William Genieys

Résumé :

Des travaux récents s'interrogeant sur « Qui gouverne les politiques publiques ? » ont pointé tous les bénéfices que l'analyse de l'action publique apportait à la sociologie des élites du pouvoir. Ils ont fait apparaître le concept d'élite(s) des politiques comme mutation contemporaine possible de la composition des sommets des États démocratiques. Le propos de cette contribution est d'approfondir la question de la transformation du rapport au pouvoir dans des élites d'État en la replaçant dans une perspective historique et comparative transatlantique. Tout d'abord liées au pouvoir despotique des monarques absolus, les élites d'État se sont converties timidement aux vertus de la démocratie pluraliste (États-Unis, France et Royaume-Uni). Dans bon nombre de pays européens, elles se sont transformées en gardiens de l'État en optant pour la voie de la modernisation autoritaire (Allemagne, Italie, Espagne). Ce n'est qu'après la Seconde Guerre mondiale qu'elles ont négocié leur adhésion au régime démocratique contre la prise en charge de la mise en place des politiques keynésiennes (*welfare statism*) et se sont affirmées comme les élites de l'État. Toutefois, depuis le milieu des années 1970 la légitimité de leur action mais également de leur mode de fonctionnement a fait l'objet de remises en causes multiples. Tout d'abord, les crises économiques successives ont favorisé le développement d'une idéologie libérale dénonçant les limites de l'approche technocratique et planifiée des politiques. Par ailleurs, la sociologie critique s'est inquiétée sur la fermeture des modes de recrutements et la propension à la formation de nouvelles « noblesses d'État ». Rompant le deal sur le régime de *welfare* keynésien, les élites politiques représentatives ont revisité le discours populiste (anti technocratique) pour faire porter l'échec des politiques publiques (économiques, lutte contre le chômage, etc.) aux élites bureaucratiques et administratives. L'application du *new management public* et la politisation des carrières ont ouvert la voie audement des États démocratiques. Loin de rester inertes, les élites de l'État ont repensé leur rapport et leur rôle aux politiques publiques dans le cadre de la crise de la gouvernance démocratique. L'analyse des transformations subies par les deux secteurs de la santé et de la défense en Europe et aux États-Unis montre que l'élément distinctif de ces élites ne tient pas seulement à leur engagement en faveur du maintien de ces politiques, mais dans leurs trajectoires, caractérisées par une identification aux capacités d'action de l'État dans des secteurs de politiques en pleine recomposition. Afin de rendre la gouvernance durable, les élites des politiques

s'affirment dans le rôle de gardiens des politiques de l'État. Dans une telle perspective analytique, que nous enseignent les cas des pays du Maghreb.

Notice biographique :

William Genieys, Directeur de recherche au CNRS, Directeur du CEPEL U.M.R. 5112 CNRS/Université Montpellier. Lauréat du Prix d'excellence en science politique de la Fondation Matéï Dogan (2013). Ses travaux, reconnus internationalement, portent sur la problématique des élites qu'il a développée successivement à partir d'études de terrain sur le cas espagnol, le cas français et aujourd'hui le cas des États-Unis. À la fois politologue et sociologue, il a publié les résultats de ses recherches dans les revues de ces disciplines au niveau national (*Revue française de science politique ; Revue française de Sociologie ; Sociologie du travail ; Revue internationale de politique comparée ; Gouvernement et action publique*) mais également à l'international (*Comparative Politics ; Governance ; International Political Science Review ; French Politics ; Journal of Health Politics, Policy and Law ; International Journal of Urban and Regional Research ; Revista de Estudios Políticos*). Il est également l'auteur de nombreux ouvrages sur différents aspects de la question élitaine : (with Marc Smyrl), *Elites, Ideas, and the Evolution of Public Policy*, London, Palgrave (2008) ; *The New Custodians of the State. Programmatic Elites in the French Society*, New Brunswick, Transaction Publishers, 2010 ; *Sociologie politique des élites*, Paris, Armand Colin (col. U), 2011 (voir en annexe bibliographie sélective).

Pourquoi regarder sur la longue durée les modes de transformation du rapport au pouvoir des élites d(e) l'État ? Tout d'abord pour souligner que cette relation n'a cessé de connaître des transformations au gré des changements d'allégeances et de loyautés aux formes d'exercice du pouvoir (Genieys, 2011). Rappelons que pour certains auteurs, les élites d'État ont développé une appétence durable pour les régimes politiques despotiques depuis l'ère des monarchies absolues (Mann, 1984, 1986, 1993). D'autres auteurs, tel que Pierre Birnbaum, ont montré lors de l'instauration du régime républicain comment l'État fort à la française avait façonné des générations de hauts fonctionnaires au service de l'intérêt général (1977, 1995, 1998). En revanche, l'adhésion massive des élites administratives et technocratiques dans la grande majorité des démocraties occidentales s'est généralisée après la Seconde Guerre mondiale (Genieys, Joana, 2015). Avec ces différences contextuelles liées au mode de structuration entre le type d'État et la société civile, la prophétie de Karl Mannheim (1940) sur la formation de groupes de *planning elite*, issue d'une hybridation entre la figure de l'intellectuel planificateur et du technocrate de l'action sociale cumulant les capacités fonctionnelles de responsabilité (*accountability*) et de réactivité (*responsiveness*), s'est réalisée dans le cadre de la consolidation des démocraties occidentales. Loin d'être contraint, ce choix politique relève d'une négociation entre la classe politique et les élites technocratiques autour de la prise en charge et de la mise en œuvre au nom de l'État de l'ensemble des politiques de planification keynésiennes (Thoenes, 1966 ; Field, Higley, 1980). Dès lors, le périmètre de l'action des élites initialement cantonnée au service de l'État s'ouvre alors via les politiques publiques au service de ses publics (Ertman, 2005, pp. 178-179). Toutefois, le processus initié entraîne le développement d'un courant critique pointant le risque d'un dévoilement du gouvernement démocratique par la technocratie (Meynaud, 1964 ; Galbraith, 1967).

Laissons cette question de côté afin de centrer l'analyse sur les liaisons « vertueuses » entre politiques publiques et élites de l'État (Genieys, 2008 ; Genieys, Hassenteufel, 2012, 2015 ; Genieys, Joana, 2015). Précisons que les hauts fonctionnaires, les technocrates, les experts, les conseillers (les entourages) constituent autant de sous-composantes du type d'élite considéré qui façonnent, voire fabriquent le contenu des politiques mais ne possèdent pas l'autorité politique pour les décider (Giddens, 1972, p. 366). Dans cette perspective, les critères de performance (*achievement*), entendus comme la capacité de persuasion, d'organisation ou d'expertise technique, érigés alors en valeurs universalistes supplantent-ils dans les modes de recrutement des élites le poids de l'héritage (*ascription*) du capital social (Putnam, 1976) ? Cette adéquation entre capacité supposée des élites de l'État et efficacité des politiques publiques fut au cœur de la problématique du keynésianisme modernisateur.

Toutefois, la vague néolibérale initiée par les dirigeants conservateurs Reagan et Thatcher mit en doute le bon fonctionnement de ce mode de gouvernement des États démocratiques tout en appelant à son « démantèlement » (Pierson, 1994 ; Suleiman, 2003 [2005]). La crise de la gouvernance entraîne alors une modification substantielle de la perception par les citoyens des aptitudes et des rôles attribués aux élites politiques et aux élites de l'État. Ainsi, la politique électorale menée par les professionnels de la politique en quête de représentativité (*responsiveness*) se trouve de plus en plus en contradiction avec la politique des problèmes promue par des

élites de l'État en quête d'efficacité (*accountability*), générant alors le développement d'un *squeeze* démocratique (Leca, 1996). La gouvernance durable de l'action publique devient alors un enjeu de lutte entre des groupes d'élites agissant comme des gardiens des politiques de l'État contre des leaders populistes privilégiant une approche corporatiste et néo-clientélaire des citoyens électeurs. Ce regard centré sur les démocraties occidentales doit permettre d'interroger sous un angle nouveau les transformations des relations des élites du Maghreb envers leur État.

LES ÉLITES FACE À L'ÉTAT : DU POUVOIR DESPOTIQUE SUR LE POLITIQUE AU POUVOIR DÉMOCRATIQUE SUR LES POLITIQUES

La question de l'émergence du pouvoir des élites d'État, comme l'a montré Mosca dans sa description du rôle historique des entourages et des conseillers du prince, est au fondement même de la théorie de la *ruling class* (1939). Toutefois, le rôle central de certaines élites dans l'institutionnalisation des différents ordres politiques et administratifs (empires, monarchies, cités-États), au sens où Otto Hintze (1991) et Max Weber les entendaient, ne fut évoqué qu'avec l'avènement du paradigme élitiste. Des Mandarins de la Chine Impériale, aux légistes royaux d'Europe occidentale, en passant par les *condottieri* italiens, aux *junkers prussiens* et aux Samouraï japonais, on trouve différentes traces de groupes élitaires attachés à la formation du pouvoir d'État (Hermet, 1983). L'essor de ce type d'élites du pouvoir est lié au développement concomitant des affaires du gouvernement et aux institutions publiques (armées et administrations) qui le supportent (Reinhard, 1996). Dans son œuvre consacrée à la genèse des sources sociales du pouvoir, Michael Mann a montré le rôle central des élites d'État dans la légitimation des régimes despotiques (1984, 1993). D'autres chercheurs, continuant à analyser le processus, les ont qualifiés tour à tour de « bâtisseurs » ou encore de « gardiens » de l'État (Badie, Hermet, 1990 ; Genieys, 2011, p. 305). D'un autre côté, les élitistes tardifs tel que Gramsci, Veblen, Burnham, mais également Djilas (1957) et Galbraith (1967), ont déjà pointé les dangers pour la démocratie de la montée en puissance du pouvoir managérial de la « nouvelle » classe des bureaucrates au début du 20^e siècle. Raymond Aron avait de son côté révélé l'oxymore entre une élite unifiée signifiant la fin de la démocratie alors que l'élite désunie renvoyait à la fin de l'État (2008, p. 251).

Toutefois, pour des raisons liées au développement de différentes traditions nationales de science politique et de sociologie politique, la vérification empirique du pouvoir d'influence des élites d'État sur les affaires de gouvernement, dissocié de celui des élites politiques représentatives, fut tardive (Genieys, 2011). De surcroît, la définition des élites d'État en tant que composantes autonomes du pouvoir de gouvernement ne fut pas sans poser quelques problèmes comme le montre le registre pléthorique de qualificatifs variant selon le contexte élitier analysé (élites administratives, élites bureaucratiques, hauts fonctionnaires ou encore technocrates)¹. Sur ce point, Pierre Birnbaum a maintes fois attiré notre attention sur

¹ De façon quelque peu paradoxale, ce sont des politologues anglo-américains qui ont réalisé les premières études sociographiques sur les hauts fonctionnaires étasuniens (Bendix, 1949), britanniques (Kelsall, 1954) et français (Bottomore, 1952). De même, si l'on en croit Hugh Hecllo le terme de *technocracy* fut inventé et défini par William

la nécessité de comparer les relations entre les types d'élite et le type d'État (1977, 1982, 1984, 1998), alors que d'autres chercheurs n'ont cessé de pointer le brouillage des frontières aux sommets de la branche exécutive du pouvoir entre la sphère politique et la sphère administrative (Hecló, 1974, 1977 ; Suleiman, 1974, 1978, 2003 ; Aberbach, Rockman, Putnam, 1981 ; Mayntz, Derlien, 1989 ; Dreyfus, 1985, 2002 ; Eymeri, 2003, 2015 ; Genieys, 2008, 2010 ; Genieys, Hassenteufel, 2012, 2015). Partant de là, il paraît réducteur et peu propice à la comparaison de centrer la présentation des recherches sur les élites d'État à partir de la question des origines et des fonctions sociales (Genieys, Joana, 2015). Il semble plus judicieux d'aborder les élites d'État dans leur relation au mode d'exercice du pouvoir. Liées de façon consubstantielle à l'exercice de l'autorité politique, cela permet de comprendre pourquoi leur conversion collective à la démocratie pluraliste fut tardive et aléatoire.

Des bâtisseurs d'État aux gardiens de l'État : le penchant « naturel » pour le pouvoir despotique ?

De façon assez paradoxale, c'est l'historien marxiste Karl Wittfogel (1957) inspiré par Burnham, et le sociologue wébérien Shmuel Eisenstadt (1963), qui en travaillant sur des sociétés extra occidentales telles que la Chine, le Proche-Orient et l'Asie du sud, ont pointé implicitement les effets de l'absence de la formation d'élites d'État dans les Empires sur la formation d'un pouvoir autoritaire (despotisme oriental *versus* sultanisme). Par la suite, la sociologie historique comparée de l'État, pour des raisons propres liées à ses influences intellectuelles originelles (Weber, Durkheim, Rokkan, Tilly) a privilégié l'analyse de longs processus dans le cadre de large comparaison et laissé de côté la question des élites à l'exception notable des travaux de Linz sur le cas espagnol (1973). Inspirée par la problématique parétienne de la circulation intra-élitaire, Juan Linz souligne que le conflit opposant une élite d'État castillane embryonnaire aux aristocraties périphériques basques et catalanes, partisans d'un capitalisme marchand, empêche les processus de construction de l'État et de construction nationale de converger. Dans une perspective comparatiste « rokkanolinzienne », Pierre Birnbaum pose le cas français comme générateur d'hypothèse (idéal type de l'État fort) pour montrer le lien consubstantiel entre le développement d'un *design* institutionnel d'un État et la formation d'un type d'élite singulier (1977, 1982, 1984, 2015 ; Badie, Birnbaum, 1979). Birnbaum souligne alors que les relations entre le centre politique et la périphérie permettent de caractériser, non seulement la capacité d'un État à autonomiser son pouvoir vis-à-vis de la société civile (France *versus* Angleterre), mais également l'émergence des logiques élitaires d'identification à l'État plus ou moins forte². Dans le prolongement de cette piste de recherche, les comparatistes français Bertrand Badie et Guy Hermet, ont pointé l'action des « bâtisseurs d'État », groupes élitaires singuliers composés d'individus

Henry Smyth comme : « a system and philosophy of government in which the nation's resources are organized and managed by technically competent persons for the good of everyone instead of being left to the management of private interest for their own advantage », [dans *Technocracy : First, Second and Third Series, Social Universals*, reprinted from the *Gazette, Berkeley, California*, 1921] cité par Hugh Hecló (1987, p. 230). Soulignons également que la question technocratique fait encore aujourd'hui l'objet de débats notamment en France (Dubois, Dulong, 1999).

² Il est intéressant de souligner que Michael Mann, tout en suivant une démarche analytique en terme de distribution sociale du pouvoir, confirme le fait que dans l'Europe post-médiévale les élites qui conseillent les princes sont en quête des meilleures recettes de gouvernement afin de faire évoluer ses fonctions de coordination en « *organic state* » (Mann, 1986, pp, 458-s.).

issus de la noblesse ou encore du haut clergé, agissant au-delà de leur intérêt de classe dans le but d'élaborer un nouvel ordre social et politique (1990, p. 234). L'importation du modèle français de centralisation fiscale et administrative en Espagne initiée par le Comte Duc Olivares sous l'Empire des Habsbourg (Philippe IV) confirme l'échec de la politique menée par certains bâtisseurs d'État (Genieys, 1997). D'ailleurs, c'est sur la base d'une mobilisation contre leur action que les élites capitalistes basques et catalanes ont posé les jalons de l'idéologie des nationalismes périphériques (Diez Medrano, 1995).

Un deuxième mouvement de recherche, inspiré par les travaux de Ludwig Gumplowicz³, s'est intéressé plus précisément aux conflits et à la compétition entre les groupes d'acteurs clefs du processus de construction étatique, pour ensuite définir plus précisément le contour du substrat sociologique du pouvoir des élites d'État (Mann, 1986, pp. 53-54). Si, les élites militaires en raison de leur position préminente (fonction) au sein de la *Ruling Class* naissante ont réussi à façonner les institutions étatiques autour de leurs valeurs (Hintze, 1991 ; Mosca, 1939, pp. 222-243), elles furent rapidement soumises à la concurrence d'autres prétendants à la fonction de serviteurs de l'État tels que les « officiers » (fonctionnaires) ou autres favoris des princes (Reinhard, 1996, p. XIII). Comparant les cas de la Grande Bretagne, de la France, de l'Allemagne, du Japon et de la Russie, Reinhard Bendix a analysé comment les monarques ont renforcé leur pouvoir en arbitrant la compétition et les rivalités intra-élitaires entre militaires et serviteurs de l'État (1978). S'intéressant au développement du pouvoir monarchique en France entre la fin du XVI^e et le début du XVII^e siècle, l'historien Denis Richet a décrit les mécanismes sociaux et politiques qui ont conduit une fraction de l'aristocratie à se convertir au service de l'État (1977). Les stratégies matrimoniales (endogamie), le choix de la « robe » au détriment de celui de « l'épée » et la monopolisation des charges (financières et judiciaires) entraîne la formation d'une noblesse d'État. En revanche, au sein de l'empire des Habsbourg, dans la cité-État florentine ou encore en Hollande, la politique de vénalité des offices favorisant la formation d'une élite d'État a été freinée par les vieilles familles oligarchiques (Lachmann, 2000, pp. 230-231).

C'est Michael Mann qui a tiré le meilleur parti de l'intuition de Gumplowicz sur les interactions entre la distribution sociale du pouvoir et la formation des institutions étatiques (1984, 1986, 1993). Rappelant que l'État est à la fois l'incarnation (*embodiment*) des forces physiques dans une société donnée et un mode de redistribution du pouvoir entre des groupes d'élites en compétition pour sa détention (*distributive power of the state*). Ensuite en se fondant sur la très longue durée historique, Mann constate que le régime des monarchies absolutistes européennes postmédiévalesse caractérise par l'affirmation d'un « *despotic power of the state elites* » (1984, p. 113 ; 1993, pp. 54-69). Dans cette configuration, les élites d'État sont celles qui ont gagné la lutte pour le pouvoir les opposant aux élites militaires, économiques

³ Ludwig Gumplowicz, d'origine juive polonaise, est un historien et philosophe du droit ayant fait carrière à l'Université de Graz (Autriche) à la fin du XIX^e siècle. Controversé pour sa conception des « races », il est néanmoins reconnu comme un des fondateurs de la sociologie des « groupes sociaux » et de leur rôle dans la genèse et le développement de l'État (Mann, 1986, pp. 53-54) et eut un écho particulier au sein de l'école italienne des élites (Pareto, Michels) notamment dans la conceptualisation de la *ruling class* par Gaetano Mosca (1939, pp. 62-64).

et idéologiques (clergé). Incapables d'établir des négociations routinières ou encore de redistribuer le pouvoir vers d'autres élites de la société civile (bourgeoisie, notables locaux), elles défendent et légitiment la pratique du despotisme par les monarques absolus. Au total, Mann lie le développement d'une identité sociale plus ou moins encadrée dans les institutions étatiques (esprit de corps) avec un engagement politique fort au service de l'exercice du pouvoir absolutiste. Rappelons toutefois que le rôle des élites d'État dans les mobilisations sociales qui ont conduit aux grandes révolutions européennes (XVIII^e et XIX^e) fut également longtemps occulté en raison de la domination de l'approche en termes de classes sociales (Moore, 1966 [1969]). C'est Theda Skocpol (Skocpol, 1979 [1985]) qui, dans le cadre de son analyse comparée des processus révolutionnaires en France, en Russie et en Chine a mis en évidence le comportement stratégique des « directions politiques » (*political directory*)⁴, découvrant alors implicitement le rôle des élites d'État. D'ailleurs, Michael Mann (1993, p. 48) a qualifié la perspective de recherche de « vrai élitiste » (*true elitists*) dans la mesure où Skocpol montre comment les directions politiques agissent au nom de l'État et associent leur trajectoire professionnelle au devenir de l'État car « d'abord marginales [elles] parviennent, à travers l'État, à faire progresser leur carrière pendant et grâce à la Révolution » (1985, p. 225). Toutefois confrontées à la sortie des révolutions sociales les élites d'État vont devoir résoudre un nouveau dilemme: faire le choix de la démocratisation ou bien opérer un repli sur la voie de la démocratisation autoritaire (Hermet, 1983, 1986).

En étudiant comparativement les préconditions de la modernisation autoritaire Reinhard Bendix a montré que dans le cas de la Prusse des *Junkers*, les princes favorisent une fusion de la petite aristocratie « guerrière » et de l'administration locale et fiscale entraînant une militarisation des élites d'État, alors que dans le cas du Japon des *Samourais*, c'est une noblesse démilitarisée qui se bureaucratise, important dans l'État l'idéologie de la promotion et de l'émulation qui servira de substrat culturel à la modernisation autoritaire du pays (1964, pp. 177-213). De son côté Hans Daalder relève que durant le XIX^e siècle face à l'inconnu de la voie de la démocratisation, les élites bureaucratiques s'arrogent le rôle de « gardiens de l'État » au sein des régimes autoritaires (Daalder, 1995)⁵. Daalder mentionne que dans un bon nombre de pays européens, les élites d'État rejettent le fonctionnement des régimes représentatifs naissants (clientélisme, ploutocratie) pour justifier leur engagement dans la voie de la modernisation autoritaire. Dès lors, on comprend pourquoi les autoritarismes bureaucratico-militaires (bismarckisme, bonapartisme, tsarisme) qui dominèrent la scène politique européenne jusqu'à la Première Guerre mondiale constituent le cortex institutionnel envers lequel les élites d'État se sont montrées loyales (Hermet, 1983, 1986). En revanche, les situations politiques avant la Première

⁴Skocpol précise que le concept de direction politique (*political directory*) des groupes sociaux définit davantage « par leurs actes que leurs origines sociales ... qui se caractérisent plutôt par leur rôle de constructeurs de l'État que par leur fonction de représentation des intérêts d'une classe sociale. En France, en Russie et en Chine, ils proviennent de groupes relativement bien éduqués, orientés vers des activités ou des emplois d'État. Ils sont issus de milieux relativement en marge des classes dominantes et des élites gouvernantes des anciens régimes » (1985, p. 224).

⁵Pour Daalder les élites bureaucratiques se comportent comme des « *custodians of the state* » et s'opposent au jeu aléatoire des nominations dans l'administration, liées via des organisations représentatives inféodées aux partis politiques ou à la bourgeoisie industrielle (Daalder, 1995, p. 125).

Guerre mondiale où les élites d'État ont adhéré au processus de démocratisation des régimes politiques sont peu fréquentes (Higley, Burton, 2006).

Dans le cas de la démocratie américaine, l'absence d'un héritage féodal et absolutiste et en raison du développement d'un pouvoir « infrastructurel » fort au sein de la société civile, le développement d'une élite d'État fut limité (Mann, 1993). Dès le début du XIX^e siècle, les washingtoniens imposent une organisation fragmentée du pouvoir de l'administration fédérale (cloisonnement sectoriel fort) afin de rendre improbable la formation du gouvernement despotique des bureaucrates (Young, 1966). Higley et Burton ont pointé le cas de la Norvège, où de façon éphémère dès 1813-1814, les élites politiques et les élites d'État ont fusionné temporairement afin de promouvoir un système constitutionnel libéral (2006, pp. 122 & 142). En revanche, au Royaume-Uni, l'élite d'État britannique adhère de façon précoce aux réformes initiées par la classe politique libérale basées sur la redistribution relative des ressources économiques générées par la révolution industrielle (Badie, Hermet, 1990 ; Garrard, 2002). Néanmoins, ce ralliement, effectué dans le but de contrôler les attentes politiques des masses ouvrières, fut accompagné par l'apparition d'un encadrement légal des carrières dans le *Civil Service* fondé sur le recrutement de personnels qualifiés formés dans les *Public Schools* (Kelsall, 1954 ; Mac Leod, 1988) et grâce à une ouverture à la *middle class* des institutions scolaires élitistes anciennement réservées à la *Upper Class* (Kelsall, 1954, pp. 118-145 ; Hobsbawm, 1993). En France, les élites d'État ont opté alternativement durant le XIX^e entre la voie autoritaire bonapartiste caractérisée par une fusion administration/politique, et la voie républicaine, méritocratique et ouverte du centre sur la périphérie (Birnbaum, 1977, 1998 ; Charles, 1980, 1986, 1997). Les deux expériences « bonapartistes » ont conduit à la formation d'une nouvelle élite d'État post-révolutionnaire coupée des notables territoriaux et de leurs réseaux sociaux (Charles, 1997, p. 42). La question de l'ouverture sociale de ces filières d'accès, suite à l'échec en 1848 de la réforme de création d'une École nationale d'administration (Chagnollaud, 1991, pp. 129-131), devient un enjeu central lors de l'alternance entre les régimes politiques (Charles, 1987). La Troisième République établit de nouvelles procédures de sélections des élites étatiques, plus ouvertes, dite méritocratiques, dans le but d'ouvrir son recrutement social aux différentes composantes de la société civile. Dans son étude consacrée aux « fous de la République », Pierre Birnbaum confirme que le nouveau régime démocratique fut l'un des rares en Europe à offrir aux juifs un accès aux sommets de l'État en échange d'une adhésion sans réserve à l'idéologie du service public (1992)⁶. Dès lors jusqu'à la Première Guerre mondiale, il existe une opposition entre des trajectoires élitaires collectives (majoritaire) où les élites d'État se transforment en gardiens de l'État dans le cadre des régimes autoritaires, et des trajectoires collectives (minoritaires) où, en faisant le choix de la démocratie, ces élites se mettent au service des publics de l'État⁷.

⁶Pierre Birnbaum, en mesurant les affinités électives qui unissent une catégorie particulière de l'élite avec le développement du « sens de l'État républicain », définit comme « juifs d'État », les élites juives qui « se montrent d'emblée passionnées par leurs nouveaux rôles au service de l'intérêt du public, qui s'investissent corps et âme dans cette fonction, se dépouillant de leurs habits anciens pour revêtir les nobles livrées des dignitaires graves et responsables de l'État », (*ibid.*, p. 8).

⁷ Thomas Ertman a montré que les élites d'État sont partagées entre deux « éthos » opposés du service public. Le premier est réduit au service de l'État, alors que le second renvoie au service de ses publics (2005, pp. 178-179).

1.2. Une loyauté démocratique échangée contre l'exercice du pouvoir sur les politiques : le welfare statism

Durant la période de l'entre-deux guerres, les élites d'État ayant eu la charge la « planification » de l'effort de guerre ont pris le pas sur les élites militaires traditionnelles dans la distribution du pouvoir au sein des États en voie de démocratisation (Kuisel, 1984 ; Porter, 1994 ; Joana, 2012), même si la menace de la formation de l'État caserne (*garrison state*) demeure notamment au Japon (Lasswell, 1941). De plus, les voies totalitaires n'ont pas été favorables au maintien du pouvoir des élites d'État : le régime nazi a éliminé méthodiquement alors que le régime fasciste a marginalisé (Lin, 2000 [2007]). En revanche, dans les pays où les régimes démocratiques étaient relativement consolidés, la crise économique de 1929 a eu pour effet de mettre à nu les liens consubstantiels entre l'accroissement du pouvoir des élites d'État sur les politiques de planification et l'adhésion aux vertus de la démocratie (Mannheim, 1940). De façon quelque peu paradoxale, l'exemple le plus révélateur s'est produit à partir de l'État « faible » américain lors de l'élaboration du programme du *New Deal* impulsé par l'administration de F. D. Roosevelt (Skocpol, 1985 ; Weir, Skocpol, 1985). Theda Skocpol et ses collaborateurs mettent en relation la formation « d'îlots d'État fort » et la mobilisation de petits groupes d'élites au sein de certaines branches du pouvoir exécutif fédéral⁸. Sur la base de ce fait, les chercheurs expliquent le succès de la réforme du secteur agricole, alors que le projet de création d'un système de sécurité sociale, malgré une forte explication des experts de l'État du Wisconsin et d'élites administratives fédérales, est mis en échec par l'opposition structurelle du Congrès et des groupes d'intérêts (Skocpol, Ikenberry, 1983). D'autres travaux comparatistes comparant les réponses keynésiennes à la Grande Dépression entre les USA, la Grande Bretagne et la Suède montrent que le modèle social-démocrate scandinave relève non seulement d'une configuration étatique singulière mais également de l'anticipation d'une demande sociale élaborée par les agents de l'État (Hecl, 1974 ; Weir & Skocpol, 1985). Au contraire en France, l'émergence d'une logique d'action technocratique a divisé les élites dans leur rapport à l'État fort. Le « planisme néo-libéral » dépolitisé, fondé sur des politiques d'aide sociale et une concentration industrielle pilotée par l'État, voulu par les ingénieurs des grands corps de l'État, n'est pas partagé par les « grands commis de l'État » empreints de la culture juridique du droit public (Kuisel, 1984, pp. 164 et 190 ; Pollet, 1999, p. 47). La crise de 1929 exacerbe le conflit et entraîne la formation du mouvement non conformiste « X-Crise » (Loubet del Bayle, 1969). En revanche, le régime de Vichy en associant une partie de la vieille garde des conservateurs, des jeunes technocrates dirigistes avec une fraction de la haute fonction publique enclencha un processus d'homogénéisation de l'élite autour d'un projet de modernisation autoritaire de l'État (Paxton, 1973, [1972] ; Baruch, 1997).

Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale dans les pays occidentaux, le ralliement des élites d'État à la démocratie libérale se généralise, à l'exception de l'Europe du Sud (Field, Higley, 1980 ; Higley, Burton, 2006). Cette conversion aux

⁸Theda Skocpol et Kenneth Finegold ont montré à partir d'une comparaison sectorielle de la mise en œuvre des programmes du *New Deal* que le ministère de l'Agriculture avait réussi à imposer sa politique grâce à une forte mobilisation des élites de la branche exécutive (*key officials*) et de ses agences bien articulées avec les intérêts sociétaux (Skocpol, Finegold, 1982).

vertus des régimes pluralistes s'effectue dans le cadre d'un « *big deal* » plus ou moins explicite avec les différentes composantes des classes dirigeantes dans les démocraties occidentales. L'affichage d'une loyauté politique inébranlable vis-à-vis des valeurs démocratiques s'échange contre l'octroi d'un monopole sur la prise en charge des politiques keynésiennes de planification (Thoenes, 1966)⁹. Le cadre programmatique keynésien ambitionne alors de redéfinir les relations entre l'économie et la structure sociale à partir d'une politique industrielle (nationalisation, planification) poursuivant le plein emploi, tout en mettant en place des systèmes de protection sociale performants, comme le *National Health Insurance* en Grande-Bretagne ou encore la Sécurité sociale en France (*ibid.*, p. 133). La capacité à porter le nouveau programme de politiques par les élites de l'État est facilitée grâce au transfert du centre de gravité du pouvoir du Parlement aux Ministères (Dogan, 1975). La maîtrise d'un savoir-faire technique, d'une expertise spécialisée, d'un accès à la documentation interne à la machine administrative, d'une capacité à interpréter les faits, à créer son propre langage et, même dans certains pays à posséder leurs propres écoles d'application permet la formation d'une identité de groupe (Thoenig, 1973 ; Suleiman, 1974, 1978 ; Putnam, 1977 ; Kessler, 1978, 1986 ; Jobert, Muller, 1987 ; Eymeri, 2001). En tant qu'architectes de la planification (*Plan-fulfilling elite*), les élites de l'État se trouvent à l'interface du gouvernement des industries nationalisées et des corps administratifs (Hecllo, Wildawsky, 1974 ; Suleiman, 1984, 1995 ; Hall, 1986 ; Suleiman, Courty, 1997). Par ailleurs, les différentes études portant sur la structure sociale de ces nouvelles élites d'État montrent que le changement dans les politiques s'accompagne d'une ouverture sur les classes moyennes et classes moyennes supérieures plus forte en Europe occidentale (Darbel, Schnapper, 1969 ; Kelsall, 1974 ; Chagnollaud, 1991) qu'aux États-Unis (Bendix, 1949 ; Stanley, Mann, Doig, 1967). L'élévation générale du niveau d'études, tout comme le passage dans les filières juridiques permettent de les distinguer des autres élites (Dogan, 1975 ; Aberbach, Putnam, Rockman, 1981 ; Page, Wright, 1991). Dotés d'un apprentissage généraliste des sciences de gouvernement, ces hauts fonctionnaires développent ensuite des carrières intra-sectorielles et « interministérielles » au sein de l'exécutif, à l'exception du cas des États-Unis (Suleiman, 1974 ; Theakston, Fry, 1989 ; Aberbach, Rockman, 2000 ; Eymeri, 2001).

Une première vague de travaux critiques a fait date en remettant en cause les fondements démocratiques du gouvernement technocratique des politiques publiques (Dubois, Dulong, 1999). C'est tout d'abord Jean Meynaud qui, prenant l'exemple du cas français, relève que les technocrates, après avoir pénétré tous les secteurs de l'activité de l'État, essayent d'imposer leur pouvoir sur la classe politique et la société civile (1964). Aux États-Unis, John Kenneth Galbraith annonça possible

⁹Pour Thoenes le *Welfare State* régime constitue un mode de gouvernement différent du modèle libéral, du modèle socialiste et du modèle autoritaire en raison de la forte influence accordée par les élites politiques aux élites de l'État quant à la mise en cohérence de l'ensemble des politiques publiques dans un pays donné (1966, p. 125). Le programme de politiques est porté par : « an elite of scientifically trained officials, in government department, in semi-official department, serving with big firms, with trade unions and with professional organizations. Many clashes of interest keep them divided, but the task of scientific oversight of the national economy is a unifying one, and it gives them a common stamp » (*ibid.*, p. 129), et pointe également : « the functionaries elites is that official section of the community which claims, by virtue of its special skill, to have the task of understanding, bringing about and safeguarding the requirements which shall determine the structure and function of the nation's controlled society » (*ibid.*, p. 183).

prise de pouvoir par une technocratie qui elle serait issue du monde entrepreneurial (1967, pp. 71-82). Comparant les démocraties de l'Europe de l'Ouest, Mattei Dogan a pointé les effets de la centralisation administrative, l'instabilité ministérielle et l'accroissement des staffs ministériels comme autant de facteurs conduisant à l'accroissement du pouvoir sur le politique des élites de l'État (1975). Affinant sa thèse sur l'État fort français, Pierre Birnbaum met en relation l'avènement de la V^e République et l'ascension au sein des sommets du pouvoir des hauts fonctionnaires jusqu'alors cantonnés dans le giron de leur administration (1977). Analysant les croyances et les comportements des élites technocratiques (*conventionally officials vs. technical officials*) et les relations aux « *politicians* » en Grande Bretagne, en République Fédérale Allemande et en Italie, Robert Putnam confirme la généralisation d'un esprit de groupe autour d'une « identité technique » (1977). Les technocrates aspirent alors non seulement à gouverner les politiques publiques mais également à imposer leur point de vue aux professionnels de la politique (*ibid.*, p. 407 et s.). Dans le prolongement de ce questionnement, des chercheurs étasuniens affinent l'analyse de la relation complexe entre les élites bureaucratiques et les professionnels de la politique (Aberbach, Putnam, Rockman, 1981 ; Hecló, 1978, 1987). Certains d'entre eux soulignent les interactions entre la « bureaucratisation de la politique et la politisation de la bureaucratie » (Aberbach, & al., 1981, p. 19). D'autres mettent en relation les effets du développement du pouvoir des technocrates sur l'hybridation du profil des élus autour de la figure du *politician-technician* (Putnam, 1976, pp. 205-214) ou encore de celle du *policy politician* (Hecló, 1978, pp. 108 et s.). À partir d'une étude comparative des effets des changements sociétaux structurels dans les principaux États européens, des chercheurs britanniques annoncent le déclin du statut professionnel (au sens anglais de *status*) des élites bureaucratiques face aux poids des nominations politiques et à la montée en puissance des groupes d'intérêts (Page, Wright, 1999).

D'un autre côté, le développement de l'analyse des politiques publiques a permis d'appréhender sous un autre angle la question de l'autonomie politique des élites de l'État. À partir de l'étude de la politique étrangère étasunienne, Stephen Krasner montre comment les élites sectorielles du Département d'État ont inventé, et ensuite imposé aux groupes d'intérêts la « politique de défense des intérêts nationaux » (1978). Larry Brown a mis à nu la formation d'un corporatisme technocratique sectoriel dans le secteur de la santé lors de l'introduction du programme *Health Maintenance Organization* dit HMO dans les années 80 (1982, 1985). L'étude comparée des politiques de planification économiques au Royaume-Uni et en France menée par Peter Hall permet de voir comment une simple technique administrative a été transformée en véritable outil de gouvernement par les élites de l'État afin de s'émanciper du jeu traditionnel des groupes d'intérêts. Centrés sur l'analyse du substrat intellectuel des politiques durant les Trente Glorieuses en France, Bruno Jobert et Pierre Muller précisent que le dépassement des corporatismes étatiques sectoriels s'est effectué au profit des élites des grands ministères financiers (budget, économie, finance) en raison de l'interpénétration entre les élites de l'État et les élites économiques, liée à la pratique du pantouflage (1987, p. 227). Le référentiel « global-sectoriel » agit alors comme un instrument d'harmonisation des politiques au service des élites porteuses du projet de modernisation de l'action de l'État. La question de la

collusion des élites de l'État avec les élites économiques du capitalisme se trouve alors abordée sous un angle nouveau. Néanmoins, dans la plupart des démocraties occidentales, à l'exception notable du cas français, la paternité de ces réformes a été imputée par la majorité des citoyens à la classe politique, en occultant le rôle central des élites qui ont dirigé ces politiques. Or, lors de la première crise pétrolière des années 70, les élus politiques ont développé, selon les circonstances un discours populiste ou néo-libéral, attribuant la faillite des systèmes de *Welfare* à l'incapacité fonctionnelle des élites de l'État. Dans un même temps, la sociologie critique pointe un accroissement des logiques de reproduction entraînant une fermeture sociale du groupe élitare.

2. VERS LA RECOMPOSITION DES SOMMETS ÉLITAIRES DE L'ÉTAT AUTOUR DE LA GOUVERNANCE DURABLE DES POLITIQUES

Au tournant des années 1980, le pouvoir des élites de l'État a fait l'objet d'une double critique : néolibérale et néo-élitiste. La première s'est traduite d'abord pas une remise en cause de l'efficacité des politiques publiques face à la crise économique et au développement du chômage de masse. Très rapidement, la dénonciation par des leaders politiques populistes de l'inefficacité des programmes d'action publique (*accountability*) s'est convertie dans un discours remettant en cause le fondement même du savoir-faire professionnel des élites technocratiques (*achievement*). Dans un même temps, la sociologie critique a pointé l'existence d'une stratégie de fermeture sociale des élites de l'État sur elle-même (noblesse d'État). Face à cette remise en cause généralisée et en l'absence d'un comportement loyal des professionnels de la politique (stratégie de politisation des nominations), a conduit les élites de l'État à réinventer leur « *accountability* » en s'affirmant dans le rôle de gardiens des politiques de l'État.

2.1. Entre « noblesse d'État » et « tournant néo-libéral » : le substrat d'une crise de légitimité

Dès les années soixante-dix, les travaux portant sur la formation et la structure sociale de la haute fonction publique vont de plus en plus mettre en avant les stratégies de fermeture sociale et de repli sur soi des élites d'État. C'est tout d'abord Roger Kelsall qui élargit son étude pionnière sur le recrutement et les origines sociales des *Higher Civil Servants* britanniques à la période 1950-1970 pour confirmer la prégnance du modèle *Oxbridge*, pour mettre l'accent aussi sur l'affaiblissement de l'ouverture sociale aux classes moyennes (1974). Mais, c'est certainement le cas français, idéal type de l'État fort, qui fut le terrain le plus propice à la controverse (Genieys, 2005, 2011). C'est tout d'abord Ezra Suleiman qui, à partir d'une étude empirique sur les élites de la haute administration française, met à nu le lien consubstantiel entre la formation par les grandes écoles, l'intégration dans un grand corps et le développement de carrières ascensionnelles au cœur du pouvoir pour décrire la formation d'un nouvel élitisme (1976, 1979)¹⁰. Le politologue de Princeton

¹⁰ A partir d'une étude du rôle des grandes écoles et des grands corps en France, Suleiman définit ce que sont les élites de l'État : « elles sont formées par l'État et destinées à son service » en précisant « que leur importance dépasse de loin le secteur public, car leurs membres occupent aujourd'hui – et parfois monopolisent – les positions clés des secteurs administratif, politique, industriel, financier et même celle de l'enseignement » (1979, pp. 18-19 [1978]).

remarque alors que l'élite formée par l'État (l'ENA) et dotée pour ce motif d'un sens du service de l'État, se sert ensuite de son expérience au service de l'administration pour se lancer dans des carrières politiques ou dans le privé (Suleiman, 1979, p. 44). Par la suite de nombreux travaux discutent les fondements de cette thèse : ainsi certains d'entre eux réfutent la formation d'une « énararchie » (Bodiguel, 1978 ; Kessler, 1985), ou bien encore récusent la propension de cette élite à former une technocratie à la française, malgré son passage dans les cabinets ministériels (Rouban, 1997 ; Mathiot, Sawicki, 1999 a et b). À l'inverse, d'autres travaux centrés sur l'étude des grands corps confirment que leurs membres constituent la véritable élite en considérant leur domaine d'action au sein de l'État comme une véritable « chasse gardée » (Thoenig, 1973 ; Kessler, 1986). Pierre Bourdieu, en déployant sa sociologie critique de la reproduction sociale à la transformation du pouvoir d'État, se demande si l'on n'assiste pas à la formation d'un groupe d'élites instituées par la sélection scolaire qui partageraient les propriétés des ethnies, des castes et des lignages nobiliaires (1989)¹¹. La grande noblesse d'école est une noblesse d'État, car elle a partie liée avec l'État, dont elle sert les « intérêts supérieurs » - au nom de l'idée de dévouement au « service public » - dans la mesure où, ce faisant, elle sert ses intérêts propres. Dès lors, la magie d'État tend à faire croire que l'État produit une élite autonome défendant l'intérêt général alors que, dans la pratique, elle conforte l'affirmation d'une noblesse d'État qui renforce de façon inexorable et invisible son pouvoir. Par la suite, Ezra Suleiman et Guillaume Courty, dans leur étude sur « l'âge d'or de l'État » français, attribuent la paternité de certains grands programmes (le Concorde, le Minitel, le TGV, Airbus etc.) à « une haute noblesse d'État », fortement différenciée de la société civile (1997), alors qu'Élie Cohen perçoit là la formulation d'une version *high-tech* du colbertisme (1992). Enfin plus récemment, différentes recherches confirment les dérives élitistes du processus de « fabrication » des énarques, des magistrats et hauts gradés de l'armée (Eymeri, 2001 ; Oger, 2008).

L'autre aspect de la critique porte sur la question du rôle et du rapport des élites de l'État face au changement d'orientation des politiques impulsées par les révolutions conservatrices initiées aux États-Unis et au Royaume-Uni, avant d'être ensuite diffusé en France et en Europe, et enfin importé en Amérique latine (Pierson, 1994 ; Jobert, 1994 ; Dezalay, Garth, 2002 ; Suleiman, 2003 [2005]) ; Pierson, Skocpol, 2007). Depuis la fin des années soixante-dix dans l'ensemble des démocraties occidentales, le substrat keynésien des politiques publiques, tout comme le rôle technocratique des élites d'État, ont fait l'objet d'une attaque en règle et d'une remise en cause généralisée (Jobert, 1994 ; Lembruch, 2003 ; Prasad, 2006). Ainsi, aux États-Unis et au Royaume-Uni les gouvernements Reagan et Thatcher ont lancé, certes de façon différente, des politiques de réduction des dépenses dans le but de démanteler le régime de *Welfare State* (Pierson, 1994). Dans un même mouvement, le modèle social-démocrate suédois, initialement porté par ces élites administratives, est remis en question par les gouvernements conservateurs (Blyth, 2001). Au contraire dans le cas

¹¹ Pierre Bourdieu précise : « proches en cela du titre nobiliaire, les titres scolaires assurent en effet à leurs auteurs un monopole légal protégé par l'État, c'est à dire juridiquement garanti par l'autorité que l'État détient sur certains postes. L'autorité bureaucratique qui en fait la condition de l'accès aux postes de la fonction publique a le pouvoir de garantir le maintien de leur rareté, donc leur valeur, et de mettre leurs détenteurs à l'abri du danger de dévaluation et de crise suscité par une surproduction de titulaires » (*ibid.*, p. 535).

de la France, dès les années soixante-dix, les technocrates ont converti lentement leur 'interventionnisme étatique' dans un néolibéralisme pragmatique (Prasad, 2006). Le cas de la France, lors de la mise en place des premières politiques de rigueur budgétaire par le Président François Mitterrand au tournant des années quatre-vingt, est particulièrement significatif de la conversion des élites de l'État à un nouveau mode d'action (Jobert, Théret, 1994). Partant de là, de nouvelles élites, décrites comme les « économistes d'État », vont conquérir les postes stratégiques dans les puissants ministères financiers afin d'imposer une politique de rigueur budgétaire et de poursuivre l'internationalisation de l'économie française¹². Dans un même temps, les gouvernements conservateurs s'attaquent également à l'identité professionnelle des élites de l'État en impulsant le *New Public Management* (Suleiman, 2005 [2003]). Le N.P.M. entraîne un renforcement de la politisation et une « déprofessionnalisation » des élites bureaucratiques (Mayntz, Derlien, 1989 ; Mayntz, 1993 ; Suleiman, 2005). Toutefois, Philippe Bezes a exposé la façon avec laquelle les hauts fonctionnaires français réussissent à garder la main sur les politiques de réforme de l'État (2009), alors qu'Edward Page a pointé comment les hauts fonctionnaires britanniques renforcent leur contrôle du processus législatif (2003). Dans un registre différent, le phénomène a affecté certaines jeunes démocraties du sous-continent américain où l'application du cadre politique du « consensus de Washington » occasionne de véritables « guerres de palais » au sein des entourages des chefs de gouvernement entre des élites de l'État traditionnelles, les « notables du droit » formés dans les universités européennes, et les *Chicago boys* convertis à la *doxa* néolibérale (Dezalay, Garth, 2002). Dans ces pays la transformation du pouvoir des élites bureaucratiques traditionnelles, souvent issues des régimes autoritaires, est oblitérée par de nouvelles élites qui, drapées dans leur vertu démocratique, dénoncent l'arbitraire et l'inefficacité de l'État autoritaire et bureaucratique afin d'imposer des politiques ultra libérales (*ibid.*, p. 65).

Enfin, l'Union Européenne dont les élites supra-étatiques amalgament beaucoup leurs rôles indifférenciés entre le politique, l'administratif et le diplomatique (Joana, Smith, 2002) ou bien encore avec celui de gardiens de l'Europe (Ellinas, Suleiman, 2012), a généré un champ de recherche singulier (Georgakakis, Delasalle, 2012).

2.2.Élites des politiques ou gardiens des politiques de l'État: l'enjeu de la gouvernance démocratique durable,

Au total, la congruence entre deux discours critiques, celui de la gauche radicale mettant à l'index une forte capacité à l'autoreproduction, et celui de la droite conservatrice dénonçant le coût de ces politiques (*the government is the problem not the*

¹² Pour Jobert et Théret : « le grand tournant de 1983 n'est pas seulement le produit d'une réponse improvisée à une conjoncture économique et financière incontrôlée, il est aussi le résultat d'une révision en profondeur des outils intellectuels de l'élite politico-administrative » (1994, p. 24), et tous deux précisent ensuite que : « ce sont les économistes d'État qui lui ont fourni son armature intellectuelle [au néo-libéralisme]. C'est une élite dirigeante issue de l'État et dont le camp de base est le ministère de l'Économie, des Finances et du Budget qui en a fait un puissant outil de promotion, parachevant ainsi la grande reconquête amorcée avec la constitution de la V^e République et son parti-pris de fusion des fonctions politiques et administratives. Par le jeu du pantouflage, de la privatisation bien maîtrisée, elle a conquis les sommets de l'Économie. Par son travail dans les cabinets et les écuries de présidentiables, elle a acquis les mérites nécessaires pour obtenir des parachutages favorables et coloniser ainsi non seulement les centres du pouvoir politique (partis, parlements, ministère) mais aussi sa périphérie » (1994, p. 80).

solution), en alimentant la crise de la gouvernance démocratique a-t-elle poussé les élites de l'État à se remettre en question ? Du côté de l'ouverture sociale des modes de formation et de recrutement, les choses semblent toujours relativement figées, notamment en France (Oger, 2008 ; Suleiman, 2008), même si certains chercheurs soulignent une perte de prestige des grandes écoles et une « américanisation » des trajectoires élitaires (passage dans le secteur privé), annonciatrices l'une et l'autre d'un déclin du modèle de l'État fort (Birnbaum, 2008). Aux États-Unis, même si les minorités noire et hispanique restent très faiblement représentées, le rôle des universités de l'*Ivy League* dans la formation des élites de la branche exécutive est en déclin (Aberbach, Rockman, 2000). En revanche, elles ont un niveau d'étude de plus en plus élevé (*postgraduate, Ph.D.*) et développent souvent des stratégies d'acquisition d'un savoir-faire professionnel, centrées sur un secteur d'action publique ciblé au sein des nombreuses *Schools of public policy* (Genieys, Joana, 2015, p. 70)¹³. Toutefois, l'expertise sur les politiques est souvent effectuée par des *shadow elites* qui agissent en dehors du périmètre de l'État (Wedel, 2009). C'est peut-être pour cela qu'aux États-Unis si Hacker et Pierson considèrent les *policies* inspiratrices des *politics* (2010), ils tendent à occulter le pouvoir d'influence d'élites des politiques, formées de petits groupes de « *long timers* », sur les réformes sectorielles, comme ce fut le cas de l'assurance maladie avec l'*Obamacare* et lors de la Révolution dans les affaires militaires (Darviche & al, 2013 ; Genieys, Joana, 2015).

Pour aller plus loin dans l'analyse de la recomposition du pouvoir des élites de l'État, des travaux récents ont repris à leur compte les avancées de la sociologie comparée des politiques publiques concernant la transformation des instruments et des outils de gouvernement de l'action publique (Lascoumes, Le Galès, 2004 ; Hassenteufel, 2008 ; King, Le Galès, 2012). Ces recherches montrent comment la fraction de l'élite, la moins réfractaire au changement de gouvernance, a pu en jouant la carte de réforme programmatique (ré)affirmer la capacité de régulation de la puissance publique dans certains secteurs de politiques publiques (Genieys, Smyrl, 2008 ; Genieys, 2008 [2010] ; Hassenteufel & al., 2010). Rejetant l'inclination vers l'autoritarisme de leurs lointains « ancêtres » (cf. supra) et l'approche généraliste et juridico centrée des technocrates traditionnels, de petits groupes d'élites, spécialisées dans certains secteurs d'action publique stratégique et faisant du contrôle des coûts des politiques leur cheval de bataille, ont réaffirmé le pouvoir de l'État. En luttant contre le démantèlement de l'autorité de l'État sur les politiques et en s'identifiant fortement à sa capacité de régulation, elles s'imposent comme les gardiens des politiques de l'État (Genieys, 2010 ; Genieys, Hassenteufel, 2012 & 2015). L'idéal type du gardien des politiques de l'État renvoie aux élites des politiques revêtant les caractéristiques sociologiques de '*custodians of policy*' identifiées par Philip Selznick dans le cadre de son analyse de la formation de leadership dans les organisations¹⁴. L'émergence des gardiens des politiques ou d'élites des politiques ne constitue pas

¹³ La création des « *Schools of Public Policy* » a été initiée par un programme de la Fondation Ford lancé en 1972 (12 masters ayant un statut autonome au sein d'une université). Inspiré par l'approche en terme de « *policy science* », chère à Harold Lasswell, et de nature interdisciplinaire, leur enseignement est centré sur la formation à l'évaluation des politiques publiques; ces Schools vont former une génération de jeunes élites progressistes attachées au renforcement du rôle de la puissance publique (Wildavsky, 2001 [1979] ; Allison, 2006).

¹⁴Ces caractéristiques sont : l'attachement à l'intégrité institutionnelle de l'organisation et l'identification à des valeurs communes à travers la production de politiques publiques (1957, p. 120)

une création *ex nihilo*. Elle correspond à une mutation du profil sociologique des élites de l'État liée à la remise en cause du mode d'action des technocrates keynésiens par les révolutions conservatrices et/ou néo-libérales. Elle peut également s'interpréter comme une réponse à la stratégie de démantèlement des fondements bureaucratiques de l'État démocratique (Suleiman, 2005). Contrairement aux travaux qui ont cru percevoir dans la crise économique mondiale de 2008 et la généralisation des politiques d'austérité (Blyth, 2013 ; Stuckler, Basu, 2013) le son d'un *requiem* annonçant la disparition des élites d'État, nous allons montrer que tel le phénix, cher à la mythologie grecque, elles renaissent sur les cendres du néo-libéralisme à travers le rôle de gardiens des politiques de l'État.

Prenant au sérieux l'invitation de Pierre Muller sur le possible passage du cycle de l'État entreprise à celui de la gouvernance durable (2015), nos travaux empiriques sur les grandes réformes des domaines d'action publique régaliens (*Welfare & Warfare*) en France et aux États-Unis permettent de discuter l'hypothèse de la reformulation du pouvoir des élites de l'État¹⁵. Toutefois, il s'agira de voir si tout ou seulement une fraction de ces élites a opéré cette reconversion lors de cette période de profond bouleversement de l'ordre politique mondial. En effet, en raison de la crise économique et de la crise de la dépense publique aujourd'hui structurelle, les gardiens des politiques de l'État « ne sont plus condamnés à choisir entre le 'beurre' (le *Welfare*) et les 'canons' (les dépenses militaires) puisqu'elles doivent diminuer les deux ensembles, afin de limiter les déficits publics... sans augmenter la pression fiscale et en assurant la justice sociale » (Leca, 2012, p. 71). C'est sur la base de ce constat que le choix de l'orientation dans les politiques budgétaires devient un enjeu clef dans la redéfinition du pouvoir d'État où s'opposent les tenants de l'austérité ('*austerians*') et les partisans d'un 're-régulationisme' (Bezès, Siné, 2011 ; Genieys, Joana, 2015). Or, c'est en regardant au plus près ce qui s'est passé depuis les années 90, notamment comment les gouvernants ont engagé des réformes 'stratégiques' de la défense nationale et de l'assurance maladie, que l'on est à même de percevoir le rôle d'aiguilleurs présumés joué par les gardiens des politiques de l'État lors des différents processus de *decision making* (Genieys, Hassenteufel, 2015 ; Genieys, Joana, 2015). Nos différents travaux sur les terrains européens et étasuniens ont mis en évidence que l'assurance maladie et la Défense nationale constituaient deux secteurs au sein desquels depuis les années 90 la capacité d'action de l'État, un temps affaiblie, a été réaffirmée via des politiques 'néo-régulationnistes'. Dans le cas de la France, la réforme des armées, les politiques d'armements, d'un côté, les réformes institutionnelles de la gouvernance de l'assurance maladie (Palier, 2002 ; Hassenteufel, 2011) de l'autre, permettent d'observer comment l'autorité de l'État est reformulée face au secteur privé. Dans le cas des États-Unis, les travaux sur le changement des politiques avancent des résultats contrastés. Alors que le courant de l'*American political development* annonce la fin du mythe de l'État faible en arguant de l'existence de '*strong policies*' dans certains secteurs (Liebermann, 2002 ; King, 2005 ; King, Lieberman, 2009 a & b), les promoteurs de la *path dependency* affirment alors que la montée des valeurs (néo)conservatrices a affaibli les structures même de la puissance publique au profit des intérêts privés (Pierson, Skocpol, 2007 ; Hacker,

¹⁵ Les secteurs des politiques publiques où nous avons pu observer empiriquement depuis la fin des années 80 ce phénomène sont l'assurance maladie et la défense nationale (Genieys, 2008, 2010 ; Genieys, Hassenteufel, 2015).

Pierson, 2010). Pourtant, de façon paradoxale, ce sont ces attaques relayées par une forte pression sur la disponibilité des budgets publics qui ont favorisé la conversion de certaines élites en gardiens des politiques de l'État.

BIBLIOGRAPHIE :

- Aberbach, (J. D.), Putnam, (R. D.), Rockman, (B. A.), eds., *Bureaucrats and Politicians in Western Democracies*, Cambridge (Ma.), Harvard University Press, 1981.
- Aberbach, (J. D.), Rockman, (B. A.), *In the Web of Politics. Three Decades of the U.S. Federal Executive*, Washington (D.C.), Brookings Institution Press, 2000.
- Albertoni, (E. A.), *Mosca and the Theory of Elitism*, Oxford (UK), Oxford University Press, 1987, [trad. *Doctrine de la classe politique et théorie des élites*, Paris, Méridiens Klincksieck, 1987].
- Allison, (G.), « Emergence of Schools of Public Policy : Reflections by a Founding Dean », in M. Moran, M. Roin, R. G. Goodin (eds.), *The Oxford Handbook of Public Policy*, Oxford (UK), Oxford University Press, 2006 : 58-79.
- Aron, (R.), « Structure sociale et structure de l'élite », in R. Aron, *Etudes sociologiques*, Paris, PUF, 1988, pp. 111-142. [“Social Structure and the Ruling Class”, *The British Journal of Sociology*, vol. 1, n° 1 & 2 1950, pp. 1-16 et 126-143]
- Aron, (R.), « Classe sociale, classe politique, classe dirigeante », *Archives européennes de sociologie*, vol. 1, 1960, pp. 260-281.
- Aron, (R.), « Catégories dirigeantes ou classe dirigeante ? », *Revue française de science politique*, vol. XV, n°1 février 1965, pp. 7-27.
- Aron, (R.), *Penser la liberté, penser la démocratie*, Paris, Gallimard, 2008.
- Badie, (B.), Birnbaum, (P.), *Sociologie de l'État*, Paris, Grasset, 1979.
- Badie, (B.), Hermet, (G.), *Politique comparée*, Paris, Presses Universitaires de France, 1990.
- Balme, (S.), *Entre soi. L'élite du pouvoir dans la Chine contemporaine*, Paris, Fayard, 2004.
- Baltzell, (E. D.), *The Protestant Establishment: Aristocracy and Caste in America*, New Haven (CT), Yale University Press, 1964.
- Baruch, (M. O.), *Servir l'État français : l'administration en France de 1940 à 1944*, Paris, Fayard, 1997.
- Barton, (A. H.), « Determinants of Economic Attitudes in the American Business Elite », *American Journal of Sociology*, vol. 91, n°1 1985, pp. 54-86.
- Bendix, (R.), *Higher Civil Servants in American Society*, Boulder (CO), University of Colorado Press, 1949.
- Bendix, (R.), « Preconditions of Development : a Comparison of Japan and Germany », in R. Bendix, *Nation-building and Citizenship : Studies of Our Changing Social Order*, New York (NY), John Wiley and Sons, 1964, pp. 177-213.
- Bendix, (R.), *Kings or People : Power and the Mandate to Rule*, Berkeley (CA), University of California Press, 1978.
- Best, (H.), Cotta, (M.), eds., *Parliamentary Representatives in Europe 1848-2000. Legislative Recruitment and Careers in Eleven European Countries*, Oxford (UK), Oxford University Press, 2000.
- Bezès, (Ph.), « Les hauts fonctionnaires croient-ils à leurs mythes ? L'apport des approches cognitives à l'analyse des engagements dans les politiques de réforme de l'État. Quelques exemples français (1988-1997) », *Revue française de science politique*, vol. 50, n°2 2000, pp. 307-332.
- Bezès, (Ph.), *Réinventer l'État. Les réformes de l'administration française (1962-2008)*, Paris, Presses Universitaires de France, 2009.
- Bezès, (Ph.), Siné, (A.), dir., *Gouverner (par) les finances publiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 2011.
- Birnbaum, (P.), *La structure du pouvoir aux États-Unis*, Paris, P.U.F., 1971.

- Birnbaum, (P.), « La place des hauts fonctionnaires » in *l'élite du pouvoir aux États-Unis. À propos de la théorie de C. W. Mills* », *Revue française de science politique*, vol. 23, n°4 1973, pp. 771-778.
- Birnbaum, (P.), *Les sommets de l'État. Essais sur l'élite du pouvoir en France*, Paris, Le Seuil, 1977.
- Birnbaum, (P.), *La logique de l'État*, Paris, Fayard, 1982.
- Birnbaum, (P.), « Types d'élites et nature de l'État », *Pouvoirs*, 29, 1984, pp. 121-128.
- Birnbaum, (P.), dir., *Les élites socialistes au pouvoir (1981-1985)*, Paris, Presses Universitaires de France, 1985.
- Birnbaum, (P.), *Les fous de la République. Histoire politique des juifs d'État de Gambetta à Vichy*, Paris, Fayard, 1992.
- Birnbaum, (P.), *La France imaginée. Déclin des rêves unitaires ?*, Paris, Fayard, 1998.
- Birnbaum, (P.), *Les Deux Maisons. Essai sur la citoyenneté des juifs (en France et aux États-Unis)*, Paris, Gallimard, 2012.
- Birnbaum (P.), *Les Désarrois d'un fou de l'État. Entretiens avec Jean Baumgarten et Yves Déloye*, Paris, Albin Michel, 2015.
- Birnbaum, (P.), Barucq, (M.), Bellaïche, (Ch.), Marié, (A.), *La classe dirigeante française*, Paris, Presses Universitaires de France, 1978.
- Birnbaum, (P.), « D'hier à aujourd'hui : les remise en question de l'Etat fort », S. Berstein, P. Birnbaum, J. P. Rioux, (dir.) *De Gaulle et les élites*, Paris La Découverte, 2008, pp. 316-325.
- Blyth, (M.), « The Transformation of the Swedish Model. Economic Ideas, Distributional Conflict, and Institutional Change », *World Politics*, vol. 54, n° 1 2001, pp. 1-26.
- Blondel, (J.), *Comparative Legislatures*, Englewood (N.J.), Prentice-Hall, 1973.
- Blondel, (J.), Thiébault, (J. L.), eds., *The Profession of Government Minister in Western Europe*, London, Mac Millan, 1991.
- .Bodiguel, (J. L.), *Les anciens élèves de l'ENA*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1978.
- Bottomore, (T. B.), « La mobilité sociale dans la haute administration française », *Cahiers Internationaux de Sociologie*, vol. XIII, 1952, pp. 167-178.
- Bottomore, (T. B.), *Elites and Society*, Harmondsworth, Penguin Books, 1964. [traduction française, *Elites et société*, Paris, éd. Stock, 1967].
- « Élite(s) », in R. Boudon, F. Bourricaud, *Dictionnaire critique de la sociologie*, Paris, Presses Universitaires de France, 1982, pp. 225-232.
- Bourdieu, (P.), *La noblesse d'État. Grandes écoles et esprits de corps*, Paris, Editions de Minuit, 1989.
- Brown, (L. D.), *Politics and Health Care Organization. HMO's as Federal Policy*, Washington (DC), The Brookings Institution, 1983.
- Brown, (L. D.), « Technocratic Corporatism and Administrative Reform in Medicare », *Journal of Health Politics, Policy and Law*, vol. 10, n°3, 1985, pp. 579-599.
- Burnham, (J.), *The Machiavellians. Defenders of Freedom*, New York (NY), John Day, 1943, [trad., *Les Machiavéliens, défenseurs de la liberté*, Paris, Calmann-Lévy, 1949].
- Burnham, (J.), *The Managerial Revolution. What is Happening in the World*, Cambridge (MA), The Belknap Press of Harvard University Press, 1941, [trad. avec préf. de Léon Blum, *L'ère des organisateurs*, Paris, Calman-Lévy, 1947].
- Carpenter, (D. P.), *The Forging of Bureaucratic Autonomy. Reputation, Networks and Policy Innovation in Executive Agencies, 1862-1928*, Princeton (NJ), Princeton University Press, 2001.
- Chagnollaud, (D.), *Les premiers des ordres. Les hauts fonctionnaires XVIII^e - XX^e siècle*, Paris, Fayard, 1991.

- Charle, (Ch.), *Les hauts fonctionnaires en France au XIX^{ème} Siècle*, Paris, Gallimard, 1980.
- Charle, (Ch.), *Les élites de la république*, Paris, Fayard, 1987.
- Charle, (Ch.), « Légitimités en péril. Eléments pour une histoire comparée des élites et de l'État en France et en Europe occidentale (XIX^e-XX^e siècle) », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°116-117, 1997, pp. 139-152.
- Cohen, (E.), *Le colbertisme high-tech : économie du grand projet des Télécom*, Paris, Hachette, 1992.
- Costa, (O.), Kerrouche (E.), *Qui sont les députés français ? Enquête sur des élites inconnues*, Paris, Presses de Science po, 2007.
- Costa Pinto, (A.), eds., *Ruling Elites and Decision-making in Fascist-Era Dictatorships*, New York (NY), Columbia University Press, 2009.
- Daalder, (H.), « Paths Toward State Formation in Europe : Democratization, Bureaucratization, and Politicization », in H. E. Chehabi, A. Stepan (eds.), *Essays in Honor of Juan J. Linz. Politics, Society, and Democracy. Comparative Studies*, Boulder (CO), Westview Press, 1995, pp. 116-140.
- Dagnaud, (D.), Mehl, (D.), *L'élite rose : qui gouverne ?*, Paris, Ramsay, 1988.
- Dahl, (R. A.), « A Critique of the Ruling Elite Model », *The American Political Science Review*, vol. LII, n°2 1958, pp. 463-469.
- Dahl, (R. A.), *Who governs ? Democracy and Power in an American City*, New Haven (CT), Yale University Press, 1961 [trad. par P. Birman et P. Birnbaum, *Qui gouverne ?*, Paris, A. Colin, 1971].
- Dahl, (R. A.), Lindblom, (Ch.), *Politics, Economics and Welfare : Planning and Politico-Economic Systems Resolved into Basic Social Processes*, New York (NY), Harper & Row, 1953.
- Daloz, (J. P.), *The Sociology of Elite Distinction. From Theoretical to Comparative Perspectives*, London (UK), Palgrave, 2010.
- Darbel, (A.), Schnapper (D.), *Morphologie de la haute administration française*, Paris, Mouton, 1969, (2 vols.).
- Darviche, (S.), Genieys, (W.) dir., *Penser les régimes politiques avec Juan Linz*, Paris, L'Harmattan, 2008.
- Darviche, (M-S.), Genieys, (W.), Hoeffler (C.), Joana, (J.), « Des 'long timers' au sommet de l'État américain. Les secteurs de la Défense et de la Santé (1988-2010) », *Gouvernement et action publique*, vol. 2 n°1, 2013, p. 10-38.
- De Winter, (L.) « Parliamentary and Party Pathways to the Cabinet », in J. Blondel, J-L. Thiébault, (eds.), *The Profession of Government Minister in Western Europe*, London (UK), Macmillan, 1991, pp. 31-43.
- Dezalay, (Y.), Garth, (B. G.), *La mondialisation des guerres de palais*, Paris, Seuil, 2002.
- Dogan, (M.), « La stabilité du personnel parlementaire sous la Troisième République », *Revue française de science politique*, vol. 3, n°2 1953, pp. 319-348.
- Dogan, (M.), Campbell (Ph.), « Le personnel ministériel en France et en Grande-Bretagne », *Revue française de science politique*, vol. 7, n°2 1957, pp. 313-345.
- Dogan, (M.), « Political Ascent in a Class-Society : French Deputies 1870-1958 », in D. Marvick, (ed.), *Political Decision-makers*, Glencoe (Ill), Free Press, 1961, pp. 57-90.
- Dogan, (M.), « Les filières de la carrière politique », *Revue française de sociologie*, vol. 8, 1967, pp. 468-492.
- Dogan, (M.), ed., *The Mandarins of Western Europe. The Political Role of the Top Civil Servants*, New York (NY), John Wiley & Sons, 1975.
- Dogan, (M.) « Irremovable Leaders and Ministerial Instability in European Democracies », in M. Dogan, (ed.), *Pathways to Power : Selecting Rulers in Pluralist Democracies*, Boulder (CO), Westview Press, 1989, pp. 239-276.

- Dogan, (M.), « Is there a Ruling Class in France ? », *Comparative Sociology*, vol. 1, n°2 2003, pp. 17-89.
- Dogan, (M.), Higley, (J.) eds., *Elites, Crises, and the Origins of Regimes*, Boulder (CO), Rowman & Littlefield Publishers, Inc, 1998.
- Domhoff, (W. G.), *Who Rules America ?*, New Haven (CT), Yale University Press, 1967.
- Domhoff, (W. G.), *Who Really Rules : New Haven and Community Power Reexamined*, New Brunswick (NJ), Transaction Books, 1978.
- Domhoff, (W. G.), *Who Rules America Now ? A View for the 80's*, Englewood Cliffs, New Jersey (NJ), Prentice Hall, 1983.
- Domhoff, (W. G.), *The Power Elite and the State. How Policy is Made in America*, Hawthorne (NY), Aldine de Gruyter, 1990.
- Domhoff, (W. G.), *State Autonomy or Class Dominance ? Case Studies on Policy Making in America*, Hawthorne (NY), Aldine de Gruyter, 1996.
- Domhoff, (W. G.), « C. Wright Mills, Floyd Hunter, and 50 Years of Power Structure Research », *Michigan Sociological Review*, 21, 2007, pp. 1-54.
- Domhoff, (W. G.), « Who Rules America ? », http://sociology.ucsc.edu/whorulesamerica/theory/power_structure_research.html (15/04/2005, p. 2).
- Domhoff, (W. G.), Ballard, (H. B.), eds., *C. Wright Mills And the Power Elite*, Boston (MA), Beacon Press, 1968.
- Dormagen, (J.- Y.), *Logiques du fascisme. L'État totalitaire en Italie*, Paris, Fayard, 2007.
- Dossier, « Le pouvoir économique. Classes sociales et mode de domination (i) », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°190 décembre, 2011, 141 p.
- Dreyfus, (F.), « Les cabinets ministériels : du politique à la gestion administrative », in P. Birnbaum, (dir.), *Les élites socialistes au pouvoir. 1981-1985*, Paris, P.U.F., 1985, pp. 87-104.
- Dye, (Th.), *Top Down Policy Making*, New York-London, Chatham House Publishers, 2001.
- Dye, (Th.), *Who's Running America ? The Bush Restoration*, Englewoods Cliffs (NJ), Prentice-Hall, 2002.
- Dye, (Th.), *Who's Running America ? The Clinton Years*, Englewoods Cliffs, Prentice-Hall (NJ), 1995.
- Dye, (Th.), *Who's Running America ? The Reagan Years*, Englewoods Cliffs, Prentice-Hall (NJ), 1983.
- Edinger, (L. J.), Searing, (D. D.), « Social Background in Elite Analysis : a Methodological Inquiry », *American Political Science Review*, LXI, n°2 1967, pp. 428-445.
- Edinger (L. J.), Searing (D. D.), « The Comparative Study of Elite Socialisation », *Comparative Political Studies*, n°1 1969, pp. 471-500.
- Eisenstadt, (S.), *The Political System of Empires*, Glencoe (Ill), Free Press, 1963.
- Ellinas, (A.), Suleiman, (E.), *The European Commission and Bureaucratic Autonomy : Europe's Custodians*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012.
- Ertman, (Th.), « Building States—inherently a Long-Term Process ? An Argument from Comparative History », in M. Lange, D. Rueschmeyer, (eds.), *States and Development. Historical Antecedents of Stagnation and Advance*, London, Palgrave, 2005, pp. 165-182.
- Etzioni-Halévy, (E.), *The Elite Connection*, Cambridge (UK), Polity Press, 1993.
- Etzioni-Halévy, (E.), *Classes and Elites in Democracy and Democratization*, New York (NY), Garland Publishing, 1997.
- Eulau, (H.), Sprague, (J. D.), *Lawyer in Politics. A Study in Professional Convergences*, Indianapolis (IN), The Bobbs-Merill Company, 1964.

- Eulau, (H.), Czudnowski, (M. M.), eds., *Elite Recruitment in Democratic polities : Comparative Suttudies across Nations*, New York (NY), John Wiley & Sons, 1976.
- Eymeri, (J. M.), *La fabrique des énarques*, Paris Economica, 2001.
- Eymeri, (J. M.), « Frontières ou marches ? De la contribution des hauts fonctionnaires à la production du politique », in J. Lagroye, (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, 2003, pp. 47-77.
- Eymeri, (J. M.), Bioy, (X.), Mouton, (S.), dir., *Le règne des entourages. Cabinets et conseillers de l'exécutif*, Paris, Presses de Sciences po, 2015.
- Field, (G. L.), Higley, (J.), *Elitism*, London (UK), Routledge & Kegan Paul, 1980.
- François, (P.), « Les guépards du capitalisme français ? Structure l'élite patronale et modes d'accès aux positions dominantes », *Les élites économiques en France*. Journées d'études conjointes DRM-IDRISSO, Université Paris Dauphine, 4 & 5 novembre 2010, 47 p. [<http://pierrefrancois.wifeo.com/documents/P.-Franois---Elites-conomiques.pdf>]
- Frey, (F. W.), *The Turkish Political Elite*, Cambridge (MA), The M.I.T. Press, 1965.
- Galbraith, (J. K.), *The New Industrial State*, New York (NY), A Signet book, 1967.
- Garrard, (J.), *Democratisation in Britain. Elites, Civil Society and Reform since 1800*, London (UK), Palgrave, 2002.
- Gaudin, (J. P.), *Gouverner par Contrat : l'action publique en question*, Paris, Presses de Sciences Po, 1999.
- Genieys, (W.), *Les élites espagnoles face à l'État*, Paris, L'Harmattan, 1997.
- Genieys, (W.), « The Sociology of Political Elites in France. The End of an Exception ? », *International Political Science Review*, vol. 26, n°4 2005, pp. 413-430.
- Genieys, (W.), *L'élite des politiques de l'État*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008.
- Genieys, (W.), *The New Custodians of the State. Programmatic Elites in French Society*, New Brunswick (NJ), Transactions books, 2010.
- Genieys, (W.), *Sociologie politique des élites*, Paris, A. Colin, 2011.
- Genieys, (W.), « Classique : L'élite au pouvoir ou l'Elite du Pouvoir ? », *Gouvernement et action publique*, vol. 2, n°4 2013, pp. 669-676.
- Genieys, (W.), « C. . Wright Mills, *The Power Elite* », in S. Balla, M. Lodge, E. Page, (eds.), *TheOxford Handbook of the Classics of Public Policy and Administration*, Oxford (UK), Oxford University Press, 2015, pp. 69-79.
- Genieys, (W.), Hassenteufel, (P.), « De la transition à la consolidation des régimes politiques : une comparaison Espagne-Allemagne », *Revue Internationale de Politique Comparée*, vol. 4, n°3 1997, pp. 699-732.
- Genieys, (W.), Hassenteufel (P.), « Qui gouverne les politiques ? Par de là la sociologie des élites », *Gouvernement et action publique*, vol. 1, n°2 2012, pp. 89-115.
- Genieys, (W.), Hassenteufel, (P.), « The Shaping of the New State Elites. Healthcare Policymaking in France Since 1981 », *Comparative Politics*, vol. 47, n°3 2015, pp. 208-295.
- Genieys, (W.) Joana (J.), « *Bringing the State Elites Back In ? Les Gardiens des politiques de l'État en Europe et aux États-Unis* », *Gouvernement et action publique*, vol. 4, n°3, 2015, pp. 57-80.
- Genieys, (W.) Smyrl, (M.), *Elites, Ideas and the Evolution of Public Policy*, London/New York, Palgrave, 2008.
- Georgakakis, (D.), Delasalle, (M.), *Le Champ de l'Eurocratie. Une sociologie du personnel de l'UE*, Paris, Economica, 2012.
- Gerth, (H. H.), « The Nazi Party : Its Leadership and Composition », *American Journal of Sociology*, XLV, 1940, pp. 517-541.

- Giddens, (A.), « Elites in the British Class Structure », *Sociological Review*, 20, n°3 1972, pp. 345-372.
- Guttsman, (W. L.), « Changing Social Structure of the British Political Elite, 1886-1935 », *British Journal of Sociology*, vol. 2, n°2 1951, pp. 122-134.
- Guttsman, (W. L.), *The British Political Elite*, New York (NY), Basic Books, 1963.
- Hacker, (J. S.), Pierson (P.), *Winner-Take-All Politics*, New York (NY), Simon & Schuster, 2010.
- Hall, (P. A.), *Governing the Economy. The Politics of State Intervention in Britain and France*, Oxford (UK), Basil Blackwell, 1986.
- Hassenteufel, (P.), Smyrl, (M.), Genieys, (W.), Moreno, (J.), « Programmatic Actors and the Transformation of European Health Care States », *Journal of Health Politics, Policy and Law*, vol. 35, n°4 2010, pp. 516-538.
- Hecló, (H.), *Modern Social Politics in Britain and Sweden*, New Haven (CT), Yale University Press, 1974.
- Hecló, (H.), *A Government of Strangers. Executive Politics in Washington*, Washington (DC), The Brookings Institution, 1977.
- Hecló, (H.) « Issue Networks and the Executive Establishment », in A. King, (ed.), *The American Political System*, Washington (DC), American Institute Enterprise, 1978, pp. 87-124.
- Hecló, (H.), « The In-and-Out System : A Critical Assessment », in G. C. Mackenzie, (ed.), *The In-and-Outers. Presidential Appointees and Transient Government in Washington*, Baltimore (MD), The John Hopkins University Press, 1987, pp. 195-216 [+ p. 230 pour les notes].
- Hermet, (G.), *Aux frontières de la démocratie*, Paris, Presses Universitaires de France, 1983.
- Hermet, (G.), *Sociologie de la construction démocratique*, Paris, Economica, 1986.
- Hermet, (G.), « Un régime à pluralisme limité ? À propos de la gouvernance démocratique », *Revue française de science politique*, vol. 54, n°1 2004, pp. 159-178.
- Higley, (J.), Burton, (M.), « The Elite Variable in Democratic Transitions and Breakdowns », *American Sociological Review*, vol. 54, n°1 1989, pp. 17-32.
- Higley, (J.), Burton, (M.), *Elites Foundations of Liberal Democracy*, Lanham. Boulder (CO), Rowman & Littlefield Publishers, Inc., 2006.
- Higley, (J.), Gunther, (R.) eds., *Elites and Democratic Consolidation in Latin America and Southern Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992.
- Hintze, (O.), *Féodalité, Capitalisme et État Moderne. Essai d'histoire sociale comparée*, Paris, Ed. M.S.H, 1991.
- Hirschman, (A. O.), *Deux siècles de rhétorique réactionnaire*, Paris, Fayard, 1991.
- Hobsbawm, (E.), « The Example of the English Middle Class » in J. Kocka, A. Mitchell, (eds.), *Bourgeois Society in Nineteenth-Century Europe*. Oxford (UK), Oxford University Press, 1993, pp. 127-150.
- Horowitz, (I. L.), « The Military Elites of Latin America », in, M. Lipset, A. Solari, (eds.), *Elites in Latin America*, New York (NY), Oxford University Press, 1967, pp. 146-89.
- Horowitz, (I. L.), *C. Wright Mills. An American Utopian*, New York (NY), The Free Press, 1983.
- Irondele, (B.), *La réforme des armées en France*, Paris, Presses de Sciences Po, 2011.
- Janowitz, (M.), *The Professional Soldier. A Social and Political Portrait*, Glencoe (Ill.), The Free Press, 1960.
- Joana, (J.), Smith, (A.), *Les Commissaires Européens. Technocrates, diplomates ou politiques ?*, Paris, Presses de Sciences po, 2002.
- Joana, (J.), *Les armées contemporaines*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012.
- Jobert, (B.), dir., *Le tournant néo-libéral en Europe*, Paris, L'Harmattan, 1994.
- Jobert, (B.), Muller, (P.), *L'État en action*, Paris, P.U.F., 1987.

- Jobert (B.), Théret (B.), « France : consécration républicaine du néo-libéralisme », in B. Jobert, (dir.), *Le tournant néo-libéral en Europe*, Paris, L'Harmattan, 1994, pp. 21-86.
- Kadushin, (Ch.), « Power, Influence and Social Circles : A New Methodology for Studying Opinion-makers. » *American Sociological Review*, vol. 33, n°5 1968, pp. 685-699.
- Kadushin, (Ch.), « Friendship among the French Financial Elite », *American Sociological Review*, vol. 60, n°2 1995, pp. 202-221.
- Keller, (S.), *Beyond the Ruling Class. Strategic Elites in Modern Society*, New York (NY), Random House, 1963.
- Kelsall, (R. K.), *Higher Civil Servants in Britain*, London, Routledge, 1954.
- Kelsall, (R. K.), « Recruitment to the Higher Civil Service : How Has the Pattern Changed ? », in P. Stanworth, A. Giddens, (eds.), *Elites and Power in British Society*, Cambridge (UK), Cambridge University Press, 1974, pp. 170-184.
- Kesler, (J. F.), *L'E.N.A., la société, l'État*, Paris, Berger-Levrault, 1985.
- Kessler, (M.-Ch.), *La politique de la haute fonction publique*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1978.
- Kessler, (M. Ch.), *Les grands corps de l'État*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1986.
- Kessler, (M. Ch.), *Les Ambassadeurs*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012.
- Khan, (S. R.), *Privilege. The Making of an Adolescent Elite at St. Paul's School*, Princeton (NJ), Princeton University Press, 2011.
- Khan, (S. R.), « The Sociology of Elites », *Annual Review of Sociology*, vol. 38, 2012, pp. 361-377.
- Kiester, (L. A.), « The One Percent », *Annual Review of Sociology*, vol. 40, n°3 2014, pp. 347-367.
- King, (D.), Le Galès, (P.), « Sociologie de l'État en recomposition. » *Revue française de sociologie*, vol.52, n°3 2011, pp. 453-480.
- Krasner, (S. D.), *Defending the National Interest*, Princeton (NJ), Princeton University Press, 1978.
- Kuisel, (R. F.), *La capitalisme et l'État en France. Modernisation et dirigisme au XX^{ème} Siècle*, Paris, Gallimard, 1984 [vo. *Capitalism and the State in Modern France*, Cambridge (UK), Cambridge University Press, 1981]
- Lachmann, (R.), *Capitalists in Spite of Themselves. Elites conflict and Economic Transitions in Early Modern Europe*, Oxford (UK), Oxford University Press, 2000.
- Lascoumes, (P.), Le Galès, (P.), dir., *Gouverner par les instruments*, Paris, Presses de Sciences Po, 2004.
- Laski, (H. J.), « The Personnel of the English Cabinet, 1801-1924 », *The American Political Science Review*, vol. 22, n°1 1928, pp. 12-31.
- Lasswell, (H. D.), « The Garrison State », *American Journal of Sociology*, vol. 46, n°4 1941, pp. 455-468.
- Lasswell, (H. D.), Sereno (R.), « The Changing Italian Elite », in H. D. Lasswell, *The Analysis of Political Behavior. An Empirical Approach*, London (UK), Kegan Paul, 1947, pp. 158-172, [vo 1937].
- Lasswell, (H. D.), Lerner, (D.), Rothwell, (C. E.), *The Comparative Study of Elites*, Stanford (CA), Stanford University Press/ Hoover Institute Studies, 1952.
- Lasswell, (H. D.), Lerner (D.), *World Revolutionary Elites*, Cambridge (MA), The M.I.T. Press, 1965.
- Leca, (J.), « La 'gouvernance' de la France sous la cinquième république. Une perspective de sociologie comparative », in F. D'Arcy, L. Rouban, (dir.), *De la Cinquième à l'Europe, Hommage à Jean-Louis Quermonne*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996, pp. 329-365.

- Leca, (J.), « L'État entre *politics, policies et polity*. Ou peut-on sortir du triangle des Bermudes », *Gouvernement et action publique*, vol. 1, n°1 2012, pp. 59-82.
- Lehmbruch, (G.), « Les modèles de capitalisme allemand et japonais : une mise en perspective comparative et diachronique », in M. Lallement, J. Spurk, (dir.), *Stratégies de la comparaison internationale*, Paris, CNRS Editions, 2003, pp. 39-56.
- Lepont, (U.), *Façonner les politiques aux marges de l'État. Le rôle des experts in les réformes de la protection maladie aux États-Unis (1970-2010)*, Thèse (Ph. D.) Science politique, Université de Montpellier, 2014.
- Lerner, (D.), *The Nazy Elite*, Stanford (CA), Stanford University Press/ Hoover Institute Studies, 1951.
- Linz, (J. J.), « An Authoritarian Regime : Spain », in E. Allardt, Y. Littunen, (eds.), *Cleavages, Ideologies and Party Systems*, Helsinki, The Westermarck Society, 1964, pp. 374-381.
- Linz, (J. J.), « Early State-Building and Late Peripheral Nationalisms against the State : the Case of Spain », in S. Rokkan, S.N. Eisenstadt, (eds.), *Building States and Nations*, vol. 2, Beverly Hill (CA), Sage, 1973, pp. 32-116.
- Linz, (J. J.), *The Breakdown of Democratic Regime. Crisis, Breakdown and Reequilibration*, Baltimore (MD), John Hopkins University Press, 1978.
- Linz, (J. J.), « Innovative Leadership in the Transition to Democracy and New Democracy », in G. Sheffer, (ed.), *Innovative Leaders in International Politics*, Albany (NY), State University of New York Press, 1993, pp. 141-186.
- Linz, (J. J.), *Totalitarian and Authoritarian Regimes*, Boulder (CO), Lynne Renner, 2000. [trad., *Régimes totalitaires et autoritaires*, Paris, A. Colin, 2006].
- Linz, (J. J.), *Robert Michels, Political Sociology and the Future of Democracy*, New Brunswick (NJ), Transaction Publishers, 2006.
- Linz, (J. J.), Stepan, (Al.), *Problems of Democratic Transition and Consolidation, Southern Europe, Southern America and Post Communist Europe*, Baltimore (MD), John Hopkins University Press, 1996.
- Lipset, (S. M.), Trow, (M.), Coleman, (J.S.), *Union Democracy : The Internal Politics of the International Typographical Union*, New York (NY), Free Press, 1956.
- Lipset, (S. M.), Bendix, (R.), *Social Mobility in Industrial Society*, Berkeley (CO), University of California Press, 1959.
- Lipset, (S. M.), *Political Man. The Social Basis of Politics*, Garden City (N.Y.), Anchor Books, 1960, [L'homme et la politique, Paris, Le Seuil, 1962].
- Lipset, (S. M.), « Steady Work : An Academic Memoir », *Annual Review of Sociology*, vol. 22, 1996, pp. 1-27.
- Lipset, (S. M.), Solari (A.), eds., *Elites in Latin America*, New York (NY), Oxford University Press, 1967.
- Lottieri, (C.), « Un élitisme technocratique et libéral. L'autorité et l'État selon Mosca », *L'Année Sociologique*, vol. 44, n°1 1994, pp. 321-339.
- Loubet del Bayle, (J. L.), *Les non-conformistes des années 30. Une tentative de renouvellement de la pensée politique française*, Paris, Le Seuil, 1969.
- Lynd, (R.), Lynd, (H.), *Middletown. A Study in Contemporary American Culture*, New York (NY), Harcourt, Brace and C°, 1929.
- Lynd, (R.), Lynd, (H.), *Middletown in Transition. A Study in Cultural Conflicts*, New York (NY), Harcourt, Brace and C°, 1937.
- Mach, (A.), David, (Th.), Bühlmann, (F.), « La fragilité des liens nationaux. La reconfiguration de l'élite du pouvoir en Suisse, 1980-2010 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°190, 2011, pp.78-107.

- Maclean, (M.), Harvey (Ch.), Press, (J.), *Business Elites and Corporate Governance in France and the UK*, London (UK), Palgrave, 2006.
- MacLeod, (R. M.) ed., *Government and Expertise. Specialist, Administrators and Professionals 1860-1919*, Cambridge, (MA), Cambridge University Press, 1988.
- Manin, (B.), *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Calmann-Lévy, 1995.
- Mann, (M.), « The Autonomous Power of the State : its Origins, Mechanisms and Results », *Archives européennes de sociologie*, 25 (2), 1984, p. 185-213.
- Mann, (M.), *The Sources of Social Power : A History of Power from the Beginning to AD 1760* (vol. 1), Cambridge (UK), Cambridge University Press, 1986.
- Mann, (M.), *The Sources of Social Power : The Rise of Classes and Nation States, 1760-1914* (vol. 2), Cambridge (UK), Cambridge University Press, 1993.
- Mannheim, (K.), *Man and Society in an age of reconstruction* (collected works of Karl Mannheim), London (UK), Routledge, 1940 (2 vol.).
- Marvick, (D.), ed., *Political Decision-Makers*, Chicago (Ill), Quadrangle Books, 1961.
- Mathiot, (P.), Sawicki, (F.), « Les membres des cabinets ministériels socialistes en France (1981-1993). Recrutement et reconversion », *Revue française de science politique*, vol. 49, n°1 1999, pp. 3-30.
- Mathiot, (P.), Sawicki, (F.), « Les membres des cabinets ministériels socialistes en France (1981-1993). Passage en cabinet et trajectoire professionnelle », *Revue française de science politique*, vol. 49, n°2 1999, pp. 231-264.
- Matthews, (D. R.), *The Social Background of Political Decision-makers*, Garden City (NY), Random House, 1954.
- Matthews, (D. R.), *The U.S. Senators and Their World*, Chapel Hill (NC), University of North Carolina Press, 1960.
- Mayntz, (R.), « Governing Failures and the Problem of Governability », in J. Kooiman, (ed.), *Modern Governance. New Government-Society Interactions*, London (UK), Sage, 1993, pp. 9-20.
- Mayntz, (R.), Derlien, (H.-U.), « Party Patronage and Politization of the West German Administrative Elite 1970-1987 – Toward Hybridization ? », *Governance*, vol. 2, n°4 1989, pp. 384-404.
- Meisel, (J. H.), *Pareto and Mosca*, Englewood Cliffs (NJ), Prentice Hall Inc., 1965.
- Meisel, (J. H.), *The Myth of the Ruling Class : Gaetano Mosca and the Elite*, Ann Arbor (MI), The University of Michigan Press, 1958 (1962).
- Meynaud, (J.), *La technocratie : mythe ou réalité ?*, Paris, Payot, 1964.
- Michels, (R.), *Il proletariato e la borghesia nel movimento socialiste italiano : Saggio di scienza sociografica-politico*, Torino, Bocca, 1908, [réédité in la collection *European Sociology*, dirigée par L. A. Coser, New York (NY), Arno Press, 1975].
- Michels, (R.), *Sociologie du parti dans la démocratie moderne*, Paris, Gallimard, 2015, [Zur Soziologie des parteiwesens, 1925 by Alfred Kröner Verlag, Leipzig, deuxième version allemande, la première date de 1910].
- Miliband, (R.), *The State in Capitalist Society*, London (UK), Weidenfeld & Nicolson, 1969. [trad., *L'État in la société capitaliste*, Paris, François Maspero La Découverte, 1973].
- Miliband, (R.), « The Capitalist State : Reply to Nicos Poulantzas », *New Left Review*, vol. 1, n° 59 1970, pp. 53-60.
- Mills, (C. W.), « The American Business Elites : A Collective Portrait », *The Task of Economic History* (supplementary issue to *The Journal fo Economic History*), Vdecember, 1945, pp. 20-44.
- Mills, (C. W.), *The Power Elite*, New York (NY), Oxford University Press, 1956, [2000] [traduction française, *L'élite du pouvoir*, Paris, Maspero, 1969].

- Mills, (C. W.), *The Sociological Imagination*, New York (NY), Oxford University Press, 1959, [traduction, *L'imagination sociologique*, Paris, François Maspero - La Découverte, 1967].
- Mills, (K.), Mills, (P.), *Letters and Autobiographical Writings*, Berkeley (CA), University of California Press, 2000.
- Mizruchi, (M.S.), *The Fracturing of the American Corporate Elite*, Cambridge (MA), Harvard University Press, 2013.
- Moore, (B., Jr.), *Social Origins of Dictatorship and Democracy. Lord and Peasant in the Making of the Modern World*, New York (NY), Beacon Press, 1966 [trad. *Les origines sociales de la dictature et de la démocratie*, Paris, Maspéro, 1969].
- Moore, (G.), ed., *Studies of the Structure of National Elite Groups*, Greenwich (CT), JAI Press, 1985.
- Mosca, (G.), *Sulla Teorica dei governi e sul governo rappresentativo. Studi storici e sociali*, Torino, Loescher, 1884.
- Mosca, (G.), *Elementi di scienza politica*, Bocca, Rome, 1896 (1^{er} édition). (2^{ème} édition 1923)
- Mosca, (G.), *The Ruling Class*, New York (NY), McGraw-Hill, 1939. [version éditée et révisée par Arthur Livingston, et traduite par Hannah D. Kahn d'après la deuxième édition *Elementi di scienza politica*, Turin, Bocca, 1923)].
- Muller, (P.), *La société de l'efficacité globale*, Paris, Presses Universitaires de France, 2015.
- Murray, (G.) Scott, (J.), eds., *Financial Elites and Transnational Business. Who Rules the World ?*, Cheltenham (UK), Edward Elgar, 2012.
- Nadel, (S. F.), « The Concept of Social Elites », *International Social Science Bulletin*, 8, 1956, pp. 413-424.
- O'Donnel, (G.), Schmitter, (Ph.), *Transition from Authoritarian Rule. Tentative Conclusion about Uncertain Democracies*, Baltimore (MD), The John Hopkins University Press, 1986.
- Oger, (Cl.), *Le façonnage des élites de la République. Culture générale et haute fonction publique*, Paris, Presse de Sciences Po, 2008.
- Page, (E. C.), « The Civil Servant as Legislator : Law Making in British Administration », *Public Administration*, vol. 81, n°4 2003, pp. 651-679.
- Page, (E. C.), Wright, (V.), eds., *Bureaucratic Elites in Western European States*, Oxford (UK), Oxford University Press, 1999.
- Page, (B. I.), Winters, (J. A.), « Oligarchy in the United States ? », *Perspectives in Politics*, vol. 7, n°4 2009, p. 731-751.
- Page, (B. I.), Bartels, (L. M.), Seawright, (J.), « Democracy and the Policy Preferences of Wealthy Americans », *Perspectives in Politics*, vol. 11, n°1 2013, pp. 51-73.
- Pareto, (V.), *The Rise and the Fall of Elite*, New Brunswick (NJ), Transaction Publishers, 2007 (6^{ème} édition anglaise [1968], 1^{er} éd. italienne 1900).
- Pareto, (V.), *Les systèmes socialistes*, Genève, Librairie Droz, 1978, (1^{er} ed. 1900-1902)
- Pareto, (V.), *Manuale di economia politica*, Milano, Societa Editrice Libreria, 1906.
- Pareto, (V.), *Traité de sociologie générale*, Genève, Librairie Droz, 1967 (1^{ère} ed. française 1917-1919 2 vol.)
- Parry, (G.), *Political Elites*, Colchester, ECPR Classics, 2005 (première édition 1969).
- Parsons, (T.), « The Distribution of Power in American Society », *World Politics*, vol. 10, n°1 1957, pp. 123-143.
- Paxton, (R. O.), *Vichy France, Old Guard and New Order*, New York (NY), Columbia University Press, 1972. [trad., *La France de Vichy (1940-1944)*, Paris, Le seuil, 1973].
- Pierson, (P.), *Dismantling the Welfare State ? Reagan, Thatcher, and the Politics of Retrenchment*, Cambridge (UK), Cambridge University Press, 1994.

- Pierson, (P.), Skocpol (Th.), *The Transformation of American Politics: Activist Government and the Rise of Conservatism*, Princeton (NJ) Princeton University Press, 2007.
- Pollet, (G.), « Technocratie et démocratie : élites dirigeantes et réforme technique de l'État in la France de l'entre-deux-guerres », in V. Dubois, D. Dulong, (dir.), *La question technocratique. De l'invention d'une figure aux transformation de l'action publique*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 1999, pp. 35-54.
- Polsby, (N. W.), « Three Problems in the Analysis of Community Power », *American Sociological Review*, vol. 24, n°6 1959, pp. 796-803.
- Polsby, (N. W.), *Communaity Power and Political Theory*, New Haven (CT), Yale University Press, 1963.
- Porter, (B.), *War and the Rise of the State. The Military Foundations of Modern Politics*, New York, (NY), The Free Press, 1994.
- Prasad, (M.), *The Politics of Free Markets. The Rise of Neoliberal Economic Policies in Britain, France, Germany and the United States*, Chicago (Ill), University of Chicago Press, 2006.
- Presthus, (R.), *Men at The Top. A Study in Community Power*, New York (NY), Oxford University Press, 1964.
- Presthus, (R.), *Elites in the Policy Process*, Cambridge (UK), Cambridge University Press, 1974.
- Prewitt, (K.), Eulau, (H.), Zisk, (B.), « Political Socialization and Political Role », *Political Opinion Quaterly*, vol. 30 winter, 1966-67, pp. 569-582.
- Prewitt, (K.), *The Recruitment of Political Leaders : A Study of Citizen-politicians*, Indianapolis (IN), The Bobbs-Merill Company, 1970.
- Prewitt, (K.), Stone (A.), *The Ruling Elites. Elite Theory, Power, and American Democracy*, New York (NY), Harper & Row, 1973.
- Putnam, (R. D.), « Elite Transformation in Industrial Advanced Societies. An Empirical Assessment of the Theory of Technocracy », *Comparative Political Studies*, vol.10, n°3 1977, pp. 383-411.
- Putnam (R. D.), *The Comparative Study of Political Elites*, Upper Saddle River (NJ), Prentice Hall, 1976.
- Quandt, (W. B.), *The Comparative Study of Political Elites*, Bervely Hill (CA), Sage, 1970.
- Raviot, (J-R.), *Qui dirige la Russie ?*, Paris, Ed. Lignes de repères, 2007.
- Reinhard, (W.), dir., *Les élites du Pouvoir et de la construction de l'État en Europe*, Paris, Presses Universitaires de France, 1996.
- Richet, (D.), « Elite et noblesse : la formation des grands serviteurs de l'État (fin du XVI^e et début du XVII^{ème}) », *Acta Poloniae Historica*, vol. 36, 1977, pp. 47-63.
- Riesman, (D.), Denney, (R.), Glazer, (N.), *The Lonely Crowd*, New Haven (CT), Yale University Press, 1950. [trad., *La foule solitaire*, Paris, Arthaud, 1964].
- Rose, (A. M.), *The Power Structure. Political Process in American Society*, New York (NY), Oxford University Press, 1967.
- Rothkopf, (D.), *Superclass. The Global Power Elites and the World they Are Making*, New York (NY), Farrar, Straus and Giroux, 2009.
- Rouban, (L.), « Les énarques en cabinets. 1984-1996 », *Les Cahiers du CEVIPOF*, FNSP-CNRS, n°17 1997.
- Rouban, (L.), « Sociologie politique des Députés Français de la 5^{ème} République, 1958-2007 », *Les Cahiers du CEVIPOF*, FNSP-CNRS, n°55 septembre, 2011.
- Rouban, (L.), « Les députés de 2012 : quelle diversité ? », *Note de recherche du CEVIPOF. Les élections politiques*, n°8 Juillet 2012, (5 p.)

- Rustow, (D. A.), « The Study of Elites. Who's, Who, When, and How » », *World Politics*, vol. 18 n°4 1966, pp. 690-717.
- Sasaki, (M.), *Elites : New Comparative Perspectives*, Leiden, Brill, 2008.
- Sartori, (G.), *Théorie de la démocratie*, Paris, Armand Colin, 1973.
- Sartori, (G.), *The Theory of Democracy Revisited. The Contemporary Debate*, Chatham (NJ), Chatham House, 1987, (vol. 1).
- Savage, (M.), Williams (K.), *Remembering Elites*, London (UK), Blackwell, 2008.
- Sawicki, (F.), *Les réseaux du parti socialiste. Sociologie du milieu partisan*, Paris, Belin, 1997.
- Scaff, (L. A.), « Max Weber and Robert Michels », *The American Journal of Sociology*, vol. 86, n°6 1981, pp. 1269-1286.
- Schlesinger, (J. A.), « Political Careers and Party Leadership », in L.J. Edinger, (ed.), *Political Leadership in Industrial Societies*, New York (NY), John Wiley & Sons, 1967, pp. 266-293.
- Schumpeter, (J. A.), *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Paris, Payot, 1990, (1^{er} édition 1942)
- Searing, (D. D.), « The Comparative Study of Elite Socialization », *Comparative Political Studies*, vol. 1, n°4 1969, pp. 471-500.
- Seligman, (L. G.), *Recruiting Political Elites*, New York (NY), General Learning Corporation, 1971.
- Selznick, (Ph.), *Leadership in Organization. A Sociological Interpretation*, Oakland (CA), University of California Press, 1957.
- Sereno, (R.), *The Rulers*, New York (NY), Frederick A. Praeger, 1962.
- Skocpol, (Th.), *States and Social Revolutions: A Comparative Analysis of France, Russia and China*, Cambridge (MA), Cambridge University Press, 1979 [trad., *États et révolutions sociales. La révolution en France, en Russie et en Chine*, Paris, Fayard, 1985].
- Skocpol, (Th.), ed., *Bringing the State Back in ?*, Cambridge (MA), Cambridge University Press, 1985.
- Skocpol, (Th.), Finegold, (K.), « State and Economic Intervention in the Early New Deal », *Political Science Quarterly*, vol. 97, n°2 1982, pp. 255-278.
- Skocpol, (Th.), Ikenberry, (J.), « The Formation of the American Welfare State in Historical and Comparative Perspective », *Comparative Social Research*, vol. 6, 1983, pp. 87-148.
- Stanley, (D. T.), Mann, (D.), Doig, (J.), *Men Who Govern: a Biographical Profile of Federal Political Executives*, Washington (DC), The Brookings Institution, 1967.
- Suleiman, (E. N.), *Politics, Power and Bureaucracy in France : The Administrative Elite*, Princeton (NJ), Princeton University Press, 1974 [trad., *Les hauts fonctionnaires et la politique*, Paris, Le Seuil, 1976].
- Suleiman, (E. N.), *Elites in French Society : The Politics of Survival*, Princeton (NJ), Princeton University Press, 1978 [trad., *Les élites en France. Grands corps et grandes Ecoles*, Paris, Le Seuil, 1979].
- Suleiman, (E. N.), eds., *Parliaments and Parliamentarians in Democratic Politics*, New York/London, Holmes & Meier, 1986.
- Suleiman, (E. N.), *Les ressorts cachés de la réussite française*, Paris, Le Seuil, 1995.
- Suleiman, (E. N.), *Dismantling the Democratic States*, Princeton (NJ), Princeton University Press, 2003. [trad., *Le démantèlement des États démocratiques*, Paris, Le Seuil, 2005].
- Suleiman, (E. N.), *Schizophrénies françaises*, Paris, Grasset, 2008.
- Suleiman, (E. N.), ed., *Bureaucrats and Policy Making. A Comparative Overview*, New York-London, Holmes & Meier, 1984.
- Suleiman, (E. N.), Courty, (G.), *L'âge d'or de l'État. Une métamorphose annoncée*, Paris, Le Seuil, 1997.

- Tavares de Almedia, (P.), Costa Pinto, (A.), Berméo, (N.), *Who Governs Southern Europe ? Regime Change and Ministerial Recruitment, 1850-2000*, London (UK), Franck Cass, 2003.
- Theakston, (K.), Fry, (G. K.), 1989. « Britain's Administrative Elite : Permanent Secretaries 1900-1986 », *Public Administration*, vol. 67, n°2 1989, pp. 129-147.
- Thoenes, (P.) , *The Elite in the Welfare State*, London (UK), Faber & Faber, 1966.
- Thoenig, (J. Cl.), *L'ère des technocrates*, Paris, L'Harmattan, 1987 (1^{ère} édition 1973).
- Useem, (M.), *The Inner Circle : Large Corporations and the Rise of Business Political Activity in the US and UK*, Oxford (UK), Oxford University Press, 1984.
- Wedel, (J. R.), *Shadow Elite. How the World's New Power Brokers Undermine Democracy, Government and the Free Market*, New York (NY), Basics Books, 2009.
- Weir, (M.), Skocpol, (Th.), « State Structures and the Possibilities for 'Keynesian' Responses to the Great Depression in Sweden, Britain, and the United States », in P. Evans, D. Rueschemeyer, Th. Skocpol, (eds.), *Bringing the State Back In*, Cambridge, U.K. : Cambridge University Press, 1985, pp. 107-163.
- Wildavsky, (A.), *Speaking Truth to Power : The Art and Craft of Policy Analysis*, New Brunswick (NJ), Transaction Books, (2001 [1979]).
- Winters, (J. A.), Page (B. I.), « Oligarchy in the United States ? », *Perspective on Politics*, vol. 7, n°4 2009, pp. 731-751.
- Winters, (J. A.), *Oligarchy*, New York (NY), Cambridge University Press, 2011.
- Wittfogel, (K.), *Oriental Despotism. A Comparative Study of Total Power*, New Haven (CT), Yale University Press, 1957 [trad. *Le despotisme oriental*, Paris, Ed. de Minuit, 1964].
- Young, (J. S.), *The Washington Community 1800-1828*, New York & London, Columbia University Press, 1966.
- Zald, (M. N.), Lounsbury (M.), "The Wizards of Oz. Towards an Institutional Approach to Elites, Expertise and Comands Post", *Organization Studies*, vol. 31, n°7 2010, pp. 963-996.
- Zweigenhaft, (R. L.), Domhoff, (G. W.), *Diversity in the Power Elite : How it Happened, Why it Matters ?*, Lanham-Boulder (CO), Rowman & Littlefield Publishers, 2006.